



# COMMISSION LOCALE DE L'EAU

## Du Bas-Léon

le 27 Juin 2024  
(Lesneven)



*Structure porteuse du SAGE : le Syndicat des Eaux du Bas-Léon*

# ORDRE DU JOUR



1. Avis de la CLE
2. Dossiers en cours : commissions, communication, milieux aquatiques, études et marchés,
3. Nouveaux enjeux
4. Actualités

# AVIS DE LA CLE



# Projet de forage Milizac-Guipronvel



Kernilis, le 12 Mars 2024

Le Président de la  
Commission Locale de l'Eau  
à

Monsieur le Préfet du Finistère  
42 Bd Dupleix  
CS 16033  
29 320 - QUIMPER

À/réf.: BARIC Mélanie  
02.98.30.75.26  
sage.basleon@orange.fr

À/réf.: DDTM 29 - PERAN Florence  
florence.peran@finistere.gouv.fr

**Objet : Avis de la CLE Bas-Léon**  
**Projet de forage SARL DU GOUZOU/Commune de Milizac-Guipronvel**

Monsieur le Préfet du Finistère,

La Commission Locale de l'Eau du Bas-Léon est consultée sur un projet de forage de 70 mètres de profondeur sur la commune de MILIZAC GUIPRONVEL (dossier de déclaration IOTA).

Le dossier est déposé par la SARL DU GOUZOU. S'agissant d'un ouvrage destiné potentiellement à un prélèvement supérieur à 1 000 m<sup>3</sup>/an, il est soumis à la rubrique 1.1.1.0 de l'article R214-1 du Code de l'Environnement.

Le projet est localisé sur le bassin versant de l'Aber Benoît. Il se situe à 400 mètres au nord-ouest d'un affluent du ruisseau du Garo. Il est également situé à 320 mètres d'une zone répertoriée humide.

L'objectif recherché est de satisfaire les besoins en eau pour l'irrigation de 45 ha de cultures maraichères (sous serre et en plein champ) et de sécurisation des 3 forages existants. Les prélèvements potentiels maximum du nouveau forage seront de 10 m<sup>3</sup>/h, 50 m<sup>3</sup>/j et 7 000 m<sup>3</sup>/an. L'exploitation possède une autorisation de prélèvement de 18 313 m<sup>3</sup>/an à partir des forages existants et ce volume restera inchangé mais sera réparti sur les 4 forages. L'eau du forage alimentera une réserve de 250 m<sup>3</sup> et une autre de 100 m<sup>3</sup> pour lisser les prélèvements et limiter les débits instantanés.

La CLE du Bas-Léon a pu échanger sur ce dossier en séance plénière le 12 décembre dernier.

Tel qu'il est présenté, le projet **est compatible avec les dispositions et conforme au règlement du SAGE du Bas-Léon**. La CLE recommande cependant de :

- => Mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'état de la masse d'eau souterraine de tout impact lié à l'activité humaine,
- => Préserver les milieux connexes et environnants,
- => Préciser le devenir du rejet, d'en assurer un suivi régulier et de lui transmettre les résultats,
- = > Mettre en place un process de récupération des eaux de pluie s'il n'est effectif,
- = > Raisonner les prélèvements au maximum et mettre en œuvre un plan de sobriété visant à réduire autant que faire se peut les consommations en eau et mobiliser, dans la mesure du possible, la réutilisation des eaux usées.

**La CLE demande au pétitionnaire que les éléments demandés ci-dessus lui soient communiqués.**

**Aussi, la CLE du Bas-Léon émet, sur le dossier présenté, un avis favorable avec recommandations.**

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, mes salutations distinguées.

Le Président de la CLE

Christophe BÈLE







# Restructuration de la STEP de Plouarzel



Kernilis, le 4 Avril 2024

Le Président de la  
Commission Locale de l'Eau

Monsieur le Préfet du Finistère  
42 Bd Duplex  
CS 16033  
29 320 - QUIMPER

*u/réf.* : BARIC Mélanie  
sage.basleion@orange.fr

*u/réf.* : DDTM 29 - ZARAGOZA  
jean.zaragoza@finistere.gouv.fr

Objet : Avis de la CLE Bas-Léon  
Restructuration de la STEP de Plouarzel - AIOA n° 0100041730



Kernilis, le 4 Avril 2024

Le Président de la  
Commission Locale de l'Eau

- Qualité bactériologique existante insuffisante :
  - L'estuaire de l'Aber Ildut est classé en zone conchylicole et le pompage d'eau par le centre de recherche conchylicole de Porscave demande une bonne qualité d'eau qui n'existe pas actuellement.
  - La plage de Pors an eis vinis, à la sortie nord de l'estuaire à Lanildut, n'est pas citée dans le dossier, et possède certaines analyses mauvaises ou insuffisantes.
- Classement OMS non-justifié :
  - Le classement en « Objectif Moins Strict » de la masse d'eau Aber Ildut devrait être justifié au titre de la Directive Cadre Européenne sur l'Eau. Or il n'existe pas dans le dossier de justificatif de ce report de délai pour l'atteinte du Bon Etat au-delà de 2027.

Monsieur le Préfet du Finistère,

La Commission Locale de l'Eau du Bas-Léon est consultée sur le projet de restructuration de la station d'épuration de Kervoulou située sur la commune de Plouarzel. Le projet prévoit l'extension de la capacité de traitement de 4700 Eq-hab à 9500 Eq-hab.

Le dossier est piloté par Pays d'Iroise Communauté.

Les masses d'eau concernées sont celles de :

- l'Aber Ildut : masse d'eau sensible aux aménagements fonciers et aux pesticides qui présente un risque de pollution diffuse Nitrate et Phosphore, tout étant concernée par un Objectif Moins Strict (OMS) à échéance 2027,
- la masse d'eau de transition des « Les Abers (large) » qui bénéficie d'un bon état écologique depuis 2015,
- la masse d'eau souterraine du Léon (qui présente des enjeux pesticides et nitrates).

La CLE du Bas-Léon n'ayant pu se réunir dans le temps imparti, ses membres ont été consultés par mail. Les avis formulés sont majoritairement favorables (1 avis défavorable) au projet. Les réserves formulées sont mentionnées ci-dessous :

1. Représentant des associations environnementales :
  - Extension surévaluée de la capacité de traitement :
    - Il est projeté un doublement de cette capacité passant de 4700 eq-hab. à 9500 eq-hab. Le dossier manque d'éléments de justifications : raccordement de Brêles et de Plourin, augmentation de population... Or il semble qu'aucune décision n'a été prise au niveau de Plourin. La loi ZAN va limiter l'extension de l'urbanisation et les prévisions d'augmentation ainsi que les programmes de sobriété ne justifient pas une augmentation de capacité de cette ampleur.
  - Extension de la STEP en attente de documents justificatifs :
    - Le Zonage d'assainissement est réalisé et devrait être soumis au vote en Avril ou Mai 2024. Il n'est donc pas adopté, et le dossier de la STEP de Plouarzel devra attendre son adoption, comme il devra attendre l'adoption de PLUI qui n'interviendra qu'en fin 2025.

Syndicat des Eaux du Bas-Léon

2 Route de Pen ar Guear - 29 260 KERNILIS - Tél. 02 98 30 75 27  
E-mail : contact.basleion@orange.fr  
www.syndicateauxbasleion.bzh

Syndicat des Eaux du Bas-Léon

2 Route de Pen ar Guear - 29 260 KERNILIS - Tél. 02 98 30 75 27  
E-mail : contact.basleion@orange.fr



Kernilis, le 4 Avril 2024

Le Président de la  
Commission Locale de l'Eau

Nous découvrons donc aujourd'hui ce nouveau projet consistant au doublement de la capacité d'une STEP rejetant dans l'Aber Ildut, juste en dessous des seuils réglementaires RSDE (10 000 EH). Si la mise aux normes des dispositifs d'assainissement est indispensable, la concentration des rejets dans un milieu semi-fermé tel l'Aber Ildut nous apparaît incompréhensible : projet de rejet de la STEP de Saint-Dénez (Pospoder) de 6800 EH, doublement de la capacité de rejet de la STEP de Plouarzel avec un passage de 4700 à 9500 EH ; ces projets sont de nature à menacer directement les activités du CRAB (quid de la contamination chimique, dont médicamenteuse, hormonale, et des effets cocktail ?). Aussi, en l'état, en l'absence de prise en compte des enjeux de qualité d'eau précédemment cités, nous ne sommes pas favorables à ce projet.

Tel qu'il est présenté, le projet est compatible avec les dispositions et conforme au règlement du SAGE du Bas-Léon. La CLE souligne la nécessité de :

- ⇒ Mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires pour préserver les masses d'eau (cours d'eau, souterraine, de transition et littorale) de tout impact lié à l'activité humaine,
- ⇒ Préserver les milieux récepteurs connexes et environnants. Une attention particulière sera portée aux milieux remarquables et zones humides.
- ⇒ Communiquer annuellement, à la cellule d'animation du SAGE, les résultats des analyses relatives aux suivis du rejet ainsi que ceux liés aux suivis du milieu,
- ⇒ Anticiper d'éventuels incidents par exemple via la création d'un bassin de rétention qui jouerait le rôle de zone tampon en cas de dysfonctionnement,

Aussi, la CLE du Bas-Léon émet, sur le dossier présenté, un avis favorable à la majorité (dont 1 avis défavorable) avec demande de prise en considération des observations formulées ci-dessus.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, mes salutations distinguées.

Le Président de la CLE

Christophe BÈLE



Syndicat des Eaux du Bas-Léon

2 Route de Pen ar Guear - 29 260 KERNILIS - Tél. 02 98 30 75 27  
E-mail : contact.basleion@orange.fr  
www.syndicateauxbasleion.bzh

# CARRIERES LAGADEC

## Saint-Renan

- ▶ **Echéance de réponse est fixée au : 08/06/2024**
- ▶ **KERASTANG Quillimerrien**
- ▶ **Date de l'accusé de réception du dossier déposé est : 06/03/2024**
- ▶ **Numéro d'AIOT est : 0005502663**
- ▶ **Contact : DREAL**
- ▶ **Projet de RENOUVELLEMENT + EXTENSION**

En activité depuis les années 60 et autorisée en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 27 mars 1996, pour 30 années soit jusqu'en mars 2026, la société des Carrières Lagadec souhaite pérenniser son exploitation pour 30 années supplémentaires afin de continuer à approvisionner en granulats et en enrochements ses chantiers locaux.

### Le projet en quelques points

**Surface du projet :** 43,76 ha dont 27,90ha en renouvellement, 15,86 ha en extension pour 26,05 ha exploitables

**Durée :** 30 ans dont 6 mois de finalisation de la remise en état

#### Activités principales :

- Extraction de matériaux granitiques ;
- Traitement des matériaux extraits dans des groupes mobiles implantés en fond de fosse pour la fabrication de granulats naturels puis, à partir de T+20 ans, dans une installation fixe implantée au Nord du site ;
- Traitement des matériaux à recycler dans des groupes mobiles pour la fabrication de granulats recyclés ;
- Aménagement des merlons Ouest et Est et de la verse Nord à l'aide de stériles d'exploitation et de matériaux externes inertes ;
- Evacuation des produits finis par voie routière avec aménagement d'une nouvelle plate-forme de stockage et de commercialisation au Sud-est de l'emprise du site avec sortie sur un chemin communal rejoignant la RD 67 au droit du rond-point.

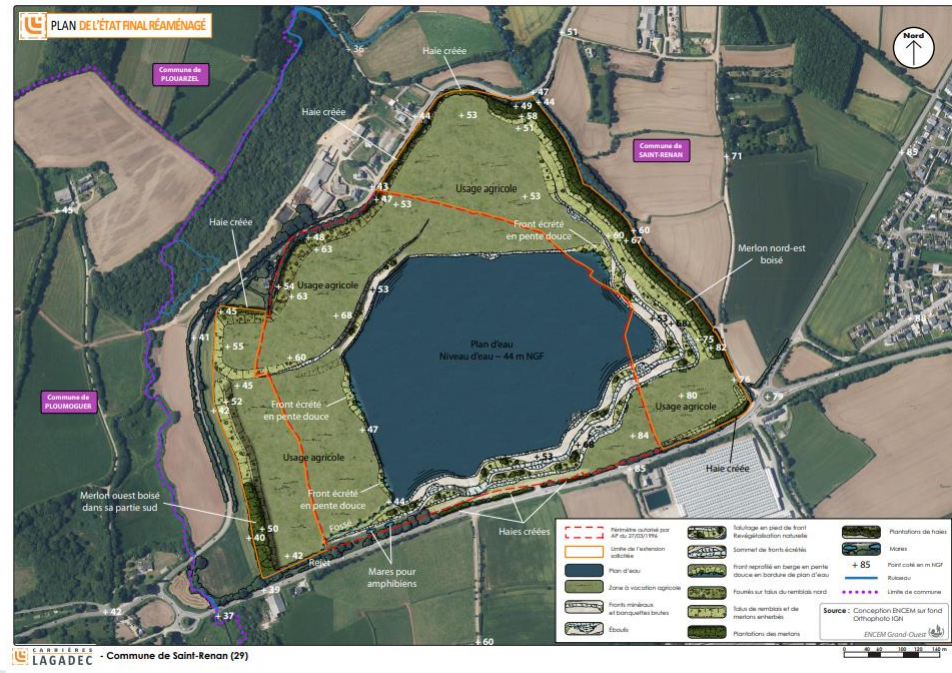
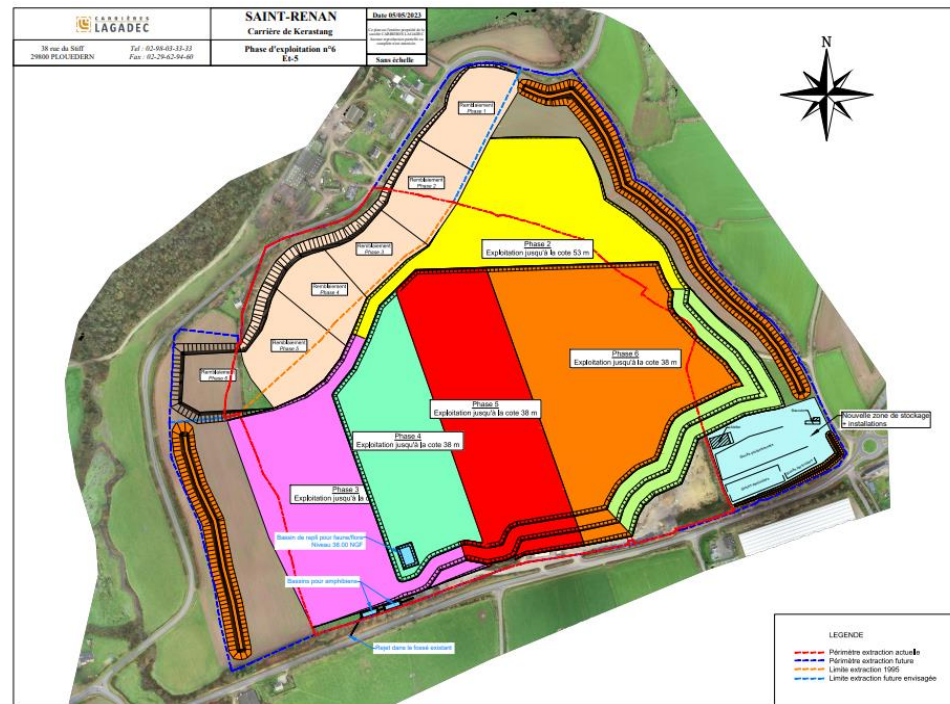
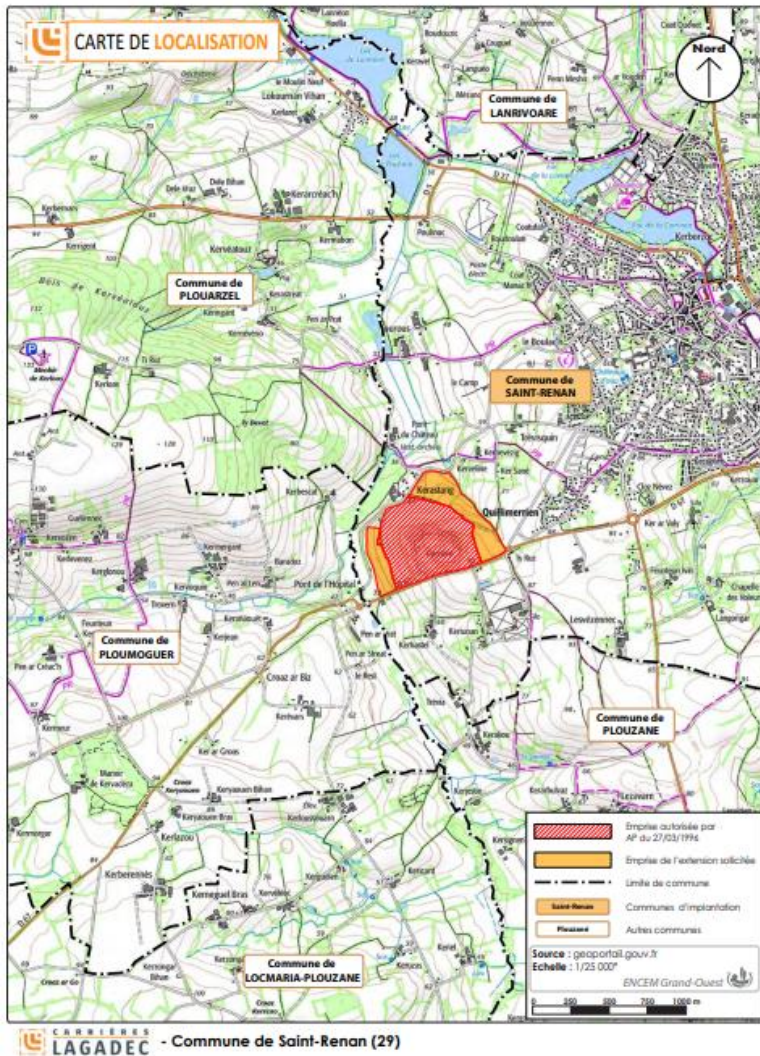
#### Quantités commercialisées par an :

- 150 000 t/an en moyenne - 350 000 t/an au maximum.





CARRIERES LAGADEC  
Saint-Renan





Articles de l'arrêté du 26/11/2012 relatif aux prescriptions	Justification - Cas du site
<b>Article 23 : Prélèvement d'eau</b> <i>Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser : 200 m³/h ni 200 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW.</i> <i>Favorisation de l'utilisation et du recyclage des eaux pluviales.</i> <i>Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. Et leur rejet à l'extérieur du site est interdit.</i>	L'eau utilisée sur le site correspond et correspondra : 1) Alimentation en eau à partir du réseau d'eau potable : (60 m³/an environ) Besoins du personnel : eau du réseau public pour les locaux (sanitaires, réfectoire) - 2) Alimentation en eau à partir des eaux d'exhaure (eaux pluviales) des équipements annexes pour l'abattage des poussières : • arrosage des pistes : pour la plate-forme de stockage et de commercialisation ; • abattage des poussières sur les groupes mobiles de traitement
<b>Article 24 : Ouvrages de prélèvement</b> <i>Meures prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement.</i> <i>Dispositif de mesure totalisateur avec relevé mensuel et conservation des données dans le dossier de l'installation.</i> <i>Raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage équipé d'un dispositif de disconnection.</i>	L'alimentation en eau potable des besoins du personnel est équipée d'un dispositif de disconnection. Le circuit des eaux de la carrière constitué par eaux de ruissellement collectées en fond de fosse, est équipé d'un compteur d'eau permettant de mesurer les quantités d'eau prélevées en fond de fosse ainsi que les volumes rejetés dans le milieu naturel. Il est relevé tous les mois. Il n'y a aucun prélèvement réalisé dans le milieu naturel.
<b>Article 25 : Forage</b>	NON CONCERNE
<b>Section III : Collecte et rejet des effluents liquides</b>	
<b>Article 26 : Collecte d'effluents</b> <i>Fossés de drainage pour les eaux non polluées.</i> <i>Réseaux équipés de tuyauteries pour les autres effluents.</i> <i>Plan des ouvrages de collecte à intégrer à la demande.</i>	Cf. Plan de circuit des eaux dans le descriptif des procédés de fabrication.

<b>Article 23 : Prélèvement d'eau</b> <i>Le prélèvement maximum effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'enregistrement, sans toutefois dépasser : 200 m³/h ni 200 000 m³/an pour les installations dont la puissance est supérieure à 550 kW.</i> <i>Favorisation de l'utilisation et du recyclage des eaux pluviales.</i> <i>Les eaux industrielles sont intégralement réutilisées. Et leur rejet à l'extérieur du site est interdit.</i>	L'eau utilisée sur le site correspond et correspondra : 1) Alimentation en eau à partir du réseau d'eau potable : (60 m³/an environ) Besoins du personnel : eau du réseau public pour les locaux (sanitaires, réfectoire) - 2) Alimentation en eau à partir des eaux d'exhaure (eaux pluviales) des équipements annexes pour l'abattage des poussières : • arrosage des pistes : pour la plate-forme de stockage et de commercialisation ; • abattage des poussières sur les groupes mobiles de traitement
<b>Article 24 : Ouvrages de prélèvement</b> <i>Meures prises pour l'implantation, l'exploitation, le suivi, l'entretien, la surveillance et la mise à l'arrêt des ouvrages de prélèvement.</i> <i>Dispositif de mesure totalisateur avec relevé mensuel et conservation des données dans le dossier de l'installation.</i> <i>Raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage équipé d'un dispositif de disconnection.</i>	L'alimentation en eau potable des besoins du personnel est équipée d'un dispositif de disconnection. Le circuit des eaux de la carrière constitué par eaux de ruissellement collectées en fond de fosse, est équipé d'un compteur d'eau permettant de mesurer les quantités d'eau prélevées en fond de fosse ainsi que les volumes rejetés dans le milieu naturel. Il est relevé tous les mois. Il n'y a aucun prélèvement réalisé dans le milieu naturel.
<b>Article 25 : Forage</b>	NON CONCERNE
<b>Section III : Collecte et rejet des effluents liquides</b>	
<b>Article 26 : Collecte d'effluents</b> <i>Fossés de drainage pour les eaux non polluées.</i> <i>Réseaux équipés de tuyauteries pour les autres effluents.</i> <i>Plan des ouvrages de collecte à intégrer à la demande.</i>	Cf. Plan de circuit des eaux dans le descriptif des procédés de fabrication.

<b>Article 32 : Débit, température, pH</b> <i>Débit maximum journalier ne dépasse pas 1/10<sup>e</sup> du débit moyen interannuel du cours d'eau.</i> <i>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.</i> <i>La modification de couleur du milieu récepteur ne dépasse pas 100 mg Pt/l.</i> <i>Dispositions particulières pour les eaux salmonicoles, cyprinicoles et conchylicoles.</i>	Les volumes mensuels rejetés varient de 400 à 19 000 m³/mois pour un rejet journalier estimé entre 14 à 2 000 m³ et un volume annuel dépassant les 125 000 m³. Dans le cadre de l'extension de la carrière, la société doit s'attendre à une augmentation des volumes d'eau de ruissellement à gérer et devra aménager un bassin d'exhaure suffisamment dimensionner pour gérer ces eaux. En effet, dès la phase 3, le débit d'exhaure est estimé à 280 000 m³/an. A cet effet, il conviendra de mettre en place <b>un bassin d'exhaure</b> (Cf. détail du dimensionnement Etude d'impact – partie 2 – Thème 2). Cet aménagement permettra d'assurer une décantation des eaux et de garantir, en sortie de site, une concentration en matières en suspensions conforme. Le suivi continu des rejets, dont les résultats sont présentés <b>Etude d'impact – Partie 2 – Thème 2</b> , montre le respect des valeurs pour le débit, la conductivité, la T°C, le pH, les MES.
<b>Article 33 : Prescriptions aux rejets directs au milieu</b> <i>Les eaux pluviales polluées (EPp) rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>• matières en suspension totales (MES) : 35 mg/l ;</li> <li>• DCO (sur effluent non décanté) : 125 mg/l ;</li> <li>• hydrocarbures totaux : 10 mg/l.</li> </ul> <i>Pour chacun de ces polluants, le flux maximal journalier est précisé dans le dossier de demande d'enregistrement.</i> <i>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</i>	Le suivi continu des rejets, dont les résultats sont présentés <b>Etude d'impact - Partie 2 – Thème 2</b> , montre le respect des valeurs précisées dans cet article.



Capinov SAS  
Z.I. de Lanninou - CS 20100  
29206 Landerneau Cedex  
Tél : 02 98 25 30 24  
Fax : 02 98 25 32 74  
contact.capinov@capinov.fr  
www.capinov.fr  
SIREN : 917 668 155 RCS BREST

## Rapport d'essai

Certificate of analysis

Identification rapport d'essai  
Rapport Identification  
Numéro : 2023\_1.18048.2  
Date de validation : 23/06/2023 16:04  
Validation date  
Date d'édition : 23/06/2023 16:34  
Edition date

Page 1 sur

Demandeur : SAS CARRIERES LAGADEC - LE FLOCH Arnaud  
002355(LAB)  
38 RUE DU STIFF BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Payeur : SAS CARRIERES LAGADEC  
38 RUE DU STIFF BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Propriétaire : SAS CARRIERES LAGADEC  
38 RUE DU STIFF BP4014929411 LANDERNEAU CEDEX

SAS CARRIERES LAGADEC  
LE FLOCH Arnaud  
38 RUE DU STIFF  
BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. La reproduction de ce rapport d'essai sans autorisation que nous ne formons pas. Les produits destinés à la consommation et peuvent porter atteinte à la santé publique doivent être l'objet d'une déclaration de mise part après des services officiels. The results relate only to the samples submitted to analysis as received at the laboratory. The reproduction of this report is allowed only under the entire form. Products intended for the consumption and which are not in accordance with the regulation must be notified by you to the concerned government agency.

Echantillon : 2023\_1.18048.2 Identification (1): 2 Eaux de rejet Kerastang  
Catégorie du produit : EAU DIVERSE  
Produit category  
Référence client (1): LAB 3464  
Customer order n°  
Date de prélèvement (1): 06/06/2023 20:30  
Sampling date  
Propriétaire (1): 437833 SAS CARRIERES LAGADEC 29411 LANDERNEAU CEDEX  
Date de réception : 08/06/2023 Quantité reçue : 2x1.5 l  
Received date Received quantity  
Température à réception : 8.2 °C  
Received temperature  
Date de début d'analyse : 08/06/2023  
Beginning of analysis

(1) Information communiquée par le demandeur  
(1) Information communicated by the customer

Détermination	Résultats	Unité	Technique d'analyse
pH	6.5		NF EN ISO 10523
Température de mesure du pH	19.7	°C	
Aluminium en Al	0.52	mg/L	NF EN ISO 11885
Fer en Fe	< 0.01	mg/L	NF EN ISO 11885
Manganèse en Mn	< 0.01	mg/L	NF EN ISO 11885
DCO	< 20	mgO2/L	NF T 90 101
Hydrocarbures totaux	< 0.05	mg/L	ST - GC_FID
Matières en suspension	< 4	mg/L	NF EN 872 Filtre Prat Dumas type Durieux28 Ø47mm

ST : Analyse(s) sous traitée(s)

Echantillon concerné 2 semaines à partir de la date de validation.

Résultats validés par : Odile CAREL Responsable

Cette validation est une signature électronique.

Responsable du Laboratoire Agronomie Environnement  
Odile CAREL



Capinov SAS  
Z.I. de Lanninou - CS 20100  
29206 Landerneau Cedex  
Tél : 02 98 25 30 24  
Fax : 02 98 25 32 74  
contact.capinov@capinov.fr  
www.capinov.fr  
SIREN : 917 668 155 RCS BREST

## Rapport d'essai

Certificate of analysis

Identification rapport d'essai  
Rapport Identification  
Numéro : 2023\_1.18048.4  
Date de validation : 23/06/2023 16:04  
Validation date  
Date d'édition : 23/06/2023 16:35  
Edition date

Page 1 sur 1

Demandeur : SAS CARRIERES LAGADEC - LE FLOCH Arnaud  
002355(LAB)  
38 RUE DU STIFF BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Payeur : SAS CARRIERES LAGADEC  
38 RUE DU STIFF BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Propriétaire : SAS CARRIERES LAGADEC  
38 RUE DU STIFF BP4014929411 LANDERNEAU CEDEX

SAS CARRIERES LAGADEC  
LE FLOCH Arnaud  
38 RUE DU STIFF  
BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. La reproduction de ce rapport d'essai sans autorisation que nous ne formons pas. Les produits destinés à la consommation et peuvent porter atteinte à la santé publique doivent être l'objet d'une déclaration de mise part après des services officiels. The results relate only to the samples submitted to analysis as received at the laboratory. The reproduction of this report is allowed only under the entire form. Products intended for the consumption and which are not in accordance with the regulation must be notified by you to the concerned government agency.

Echantillon : 2023\_1.18048.4 Identification (1): 4 Eaux de Rivière AVAL Kerastang  
Catégorie du produit : EAU DIVERSE  
Produit category  
Référence client (1): LAB 3466  
Customer order n°  
Date de prélèvement (1): 06/06/2023 21:00  
Sampling date  
Propriétaire (1): 437833 SAS CARRIERES LAGADEC 29411 LANDERNEAU CEDEX  
Date de réception : 08/06/2023 Quantité reçue : 2x1.5 l  
Received date Received quantity  
Température à réception : 8.9 °C  
Received temperature  
Date de début d'analyse : 08/06/2023  
Beginning of analysis

(1) Information communiquée par le demandeur  
(1) Information communicated by the customer

Détermination	Résultats	Unité	Technique d'analyse
pH	7.0		NF EN ISO 10523
Température de mesure du pH	19.6	°C	
Aluminium en Al	0.06	mg/L	NF EN ISO 11885
Fer en Fe	0.06	mg/L	NF EN ISO 11885
Manganèse en Mn	< 0.01	mg/L	NF EN ISO 11885
Hydrocarbures totaux	< 0.05	mg/L	ST - GC_FID
DCO	< 20	mgO2/L	NF T 90 101
Matières en suspension	< 4	mg/L	NF EN 872 Filtre Prat Dumas type Durieux28 Ø47mm

ST : Analyse(s) sous traitée(s)

Echantillon concerné 2 semaines à partir de la date de validation.

Résultats validés par : Odile CAREL Responsable

Cette validation est une signature électronique.

Responsable du Laboratoire Agronomie Environnement  
Odile CAREL



29206 Landerneau Cedex  
Tél : 02 98 25 30 24  
Fax : 02 98 25 32 74  
contact.capinov@capinov.fr  
www.capinov.fr  
SIREN : 917 668 155 RCS BREST

## Rapport d'essai

Certificate of analysis

Identification rapport d'essai  
Rapport Identification  
Numéro : 2023\_1.18048.3  
Date de validation : 23/06/2023 16:04  
Validation date  
Date d'édition : 23/06/2023 16:34  
Edition date

Demandeur : SAS CARRIERES LAGADEC - LE FLOCH Arnaud  
002355(LAB)  
38 RUE DU STIFF BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Payeur : SAS CARRIERES LAGADEC  
38 RUE DU STIFF BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Propriétaire : SAS CARRIERES LAGADEC  
38 RUE DU STIFF BP4014929411 LANDERNEAU CEDEX

SAS CARRIERES LAGADEC  
LE FLOCH Arnaud  
38 RUE DU STIFF  
BP40149  
29411 LANDERNEAU CEDEX

Les résultats ne se rapportent qu'aux échantillons soumis à l'essai tels qu'ils ont été reçus au laboratoire. La reproduction de ce rapport d'essai sans autorisation que nous ne formons pas. Les produits destinés à la consommation et peuvent porter atteinte à la santé publique doivent être l'objet d'une déclaration de mise part après des services officiels. The results relate only to the samples submitted to analysis as received at the laboratory. The reproduction of this report is allowed only under the entire form. Products intended for the consumption and which are not in accordance with the regulation must be notified by you to the concerned government agency.

Echantillon : 2023\_1.18048.3 Identification (1): 3 Eaux de Rivière AMONT Kerastang  
Catégorie du produit : EAU DIVERSE  
Produit category  
Référence client (1): LAB 3465  
Customer order n°  
Date de prélèvement (1): 06/06/2023 20:45  
Sampling date  
Propriétaire (1): 437833 SAS CARRIERES LAGADEC 29411 LANDERNEAU CEDEX  
Date de réception : 08/06/2023 Quantité reçue : 2x1.5 l  
Received date Received quantity  
Température à réception : 8.4 °C  
Received temperature  
Date de début d'analyse : 08/06/2023  
Beginning of analysis

Détermination	Résultats	Unité	Technique d'analyse
pH	6.9		NF EN ISO 10523
Température de mesure du pH	19.7	°C	
Aluminium en Al	0.08	mg/L	NF EN ISO 11885
Fer en Fe	0.05	mg/L	NF EN ISO 11885
Manganèse en Mn	< 0.01	mg/L	NF EN ISO 11885
DCO	< 20	mgO2/L	NF T 90 101
Hydrocarbures totaux	< 0.05	mg/L	ST - GC_FID
Matières en suspension	< 4.8	mg/L	NF EN 872 Filtre Prat Dumas type Durieux28 Ø47mm

ST : Analyse(s) sous traitée(s)

Echantillon concerné 2 semaines à partir de la date de validation.

Résultats validés par : Odile CAREL Responsable

Cette validation est une signature électronique.

Responsable du Laboratoire Agronomie Environnement  
Odile CAREL

# QUALITE HYDROBIOLOGIQUE DU RUISSEAU DE PLOUZANÉ A SAINT-RENAN (29) EN AMONT ET AVAL DE LA CARRIERE DE KERASTANG

Réalisation de prélèvements et déterminations d'échantillons de macroinvertébrés (NF T90-333 & NF T90-388) pour le calcul de l'I2M2

Prélèvements du 20 juillet 2021

Août 2021 – Version 1

## Complément d'interprétation selon les métriques de l'I2M2 (indice macroinvertébrés multimétrique)

I2M2 – Ru. de Plouzané – Juillet 2021		Station amont	Station aval
Macro-invertébrés	Indice de Shannon	0.5614	0.4009
	ASPT	0.5726	0.5736
	Polyvoltinisme	0.5069	0.5386
	Ovoviviparité	0.3275	0.4492
	Richesse	0.5918	0.6939
	I2M2	0.5035	0.5271
	Nombre de taxons contributifs	57	64

La valeur de l'I2M2 révèle un état écologique *bon* en amont comme en aval de la carrière. Malgré cela, l'examen des métriques qui lui sont liées montre qu'elles sont toutes plus ou moins affectées par des pressions (valeurs tendant à s'éloigner de la valeur de référence EQR=1), que ce soit les métriques intégrant dans leur évaluation la notion de polluo-sensibilité (ASPT, fréquences en taxons ovovivipares et polyvoltins), que celles pouvant affecter la structure taxonomique (diversité de Shannon et dans une moindre mesure richesse).

## RESULTATS

Ru. de Plouzané juillet 2021	Equivalent-IBGN			GIF /9	Variété		Effectifs totaux	Etat Ecol. HER 12B selon I2M2
	/20	maxi	mini		Nb. taxons	Cl. Var. /14		
Station amont	18	18	18	7	42	12	4251	Bon (0.5035)
Station aval	19	19	19	7	49	13	8027	Bon (0.5271)

En juin 2021, au sens de la DCE et au regard des macroinvertébrés, les 2 stations étudiées sont en «bon état» écologique avec des I2M2 proches.



Kernilis, le 7 juin 2024

Le Président de la  
Commission Locale de l'Eau  
à

n/réf : BARIC Mélanie  
02.98.30.75.26 - sage.basleon@orange.fr

v/réf : DREAL Bretagne - UD 29 - Sub 1  
ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

Monsieur le Préfet du Finistère  
42 Bd Duplex  
CS 16033  
29 320 - QUIMPER

**Objet :** Avis de la CLE Bas-Léon - Numéro d'AIOT 0005502663  
Dossier de demande de renouvellement et d'extension/Carrière de KERASTANG

Monsieur le Préfet du Finistère,

Dans le cadre de l'instruction du dossier de demande de renouvellement (pour 27.90 ha) et d'extension (15.86 ha) pour 26.05 ha exploitables de la carrière de KERASTANG, la Commission Locale de l'Eau du Bas-Léon a été saisie pour émettre un avis.

Le projet concerne le renouvellement, pour 30 ans, de l'autorisation d'exploitation de la carrière située sur la commune de Saint-Renan et l'extension de cette dernière.

Au vu de la date de réception du dossier, la CLE n'a pu étudier le dossier en séance plénière. En revanche, le dossier a été étudié en bureau de CLE le 7 juin de façon à pouvoir formuler le présent avis. Le bureau de la CLE souhaite souligner les points de vigilance et la nécessaire prise en compte des éléments ci-dessous :

- o le cours d'eau et ses zones connexes (zones humides notamment) situés en limite du périmètre d'exploitation qui ne doivent en aucun cas être impactés,
- o la mise en place d'un suivi mensuel des rejets au milieu, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'actions en cas d'obtention de mauvais résultats et/ou d'un constat d'impacts des rejets sur les milieux est souhaité,
- o la mise en place d'un suivi piézométrique de la nappe d'eau environnante et l'installation d'un système d'alerte, quand le niveau est trop bas, est souhaitable,
- o l'adaptation des normes de rejets visant à prendre en compte l'acceptabilité des milieux récepteur, notamment en période d'étiage, est indispensable,
- o la transmission annuelle des résultats d'analyses qualité des eaux effectuées à la CLE est demandé.

Le projet, tel qu'il est présenté, est compatible avec les dispositions et conforme au règlement du SAGE du Bas-Léon. En conséquence, le bureau de la CLE du Bas-Léon émet un avis favorable avec réserves conditionné à la prise en compte des remarques ci-dessus formulées.

Le présent avis a été déposé en ligne sur le Guichet Unique Numérique de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, mes salutations distinguées.

Le Président de la CLE

Christophe BÈLE



Syndicat des Eaux du Bas-Léon

2 Route de Pen ar Guear - 29 260 KERNILIS - Tél. 02 98 30 75 27  
E-mail : contact.basleon@orange.fr  
www.syndicateauxbasleon.bzh



# Avis déjà rendus par la CLE sur des carrières



Kernilis, le 20 Octobre 2023

**Le Président de la  
Commission Locale de l'Eau  
à**

**Monsieur le Préfet du Finistère  
42 Bd Duplex  
CS 16033  
29 320 - QUIMPER**

*n/réf :* BARIC Mélanie  
02.98.30.75.26 - sage.basleon@orange.fr

*v/réf :* DREAL Bretagne - UD 29 - Sub 1  
ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

**Objet :** Avis de la CLE Bas-Léon - Numéro d'AIOT 0005503391  
Dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter  
Carrières Kerguillo

Monsieur le Préfet du Finistère,

Dans le cadre de l'instruction du dossier de demande de renouvellement d'autorisation d'exploiter le site de la carrière Kergogan-Bian localisé sur les communes de Ploudalmézeau et de Plourin, la Commission Locale de l'Eau du Bas-Léon a été saisie pour émettre un avis.

Le projet piloté par la Société Carrières de Kerguillo comprenant le renouvellement de l'autorisation pour 30 années, l'augmentation de la puissance totale de l'installation de traitement avec un groupe mobile primaire de concassage et un groupe mobile secondaire de concassage-criblage, l'accueil de matériaux inertes extérieurs, la possibilité de recyclage de matériaux inertes extérieurs par concassage criblage. Cette demande s'inscrit dans une poursuite des activités en cours sans extension du périmètre autorisé.

Au vu de la date de réception du dossier, la CLE n'a pu étudier le dossier en séance plénière. Aussi, ses membres ont été consultés par mail de façon à pouvoir vous transmettre un avis.

- La CLE souhaite souligner les points de vigilance et la nécessaire prise en compte des éléments ci-dessous :
- o la limite de la carrière empiète sur le ruisseau de Kersaint, il est essentiel de préserver le cours d'eau et les zones connexes de tout impact,
  - o la mise en place d'un suivi mensuel des rejets au milieu, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'actions en cas d'obtention de mauvais résultats et/ou d'un constat d'impacts des rejets sur les milieux,
  - o la surveillance du niveau de la nappe dans un puits environnant accompagnée d'une procédure d'alerte voire d'arrêt de pompage de la carrière en cas de niveau trop bas est souhaitable,
  - o la réalisation de contrôles réguliers de la composition des apports de matériaux inertes sur site (plus de 50000 tonnes par an) est souhaitable,
  - o la transmission annuelle des résultats d'analyses qualité des eaux effectuées à la CLE.

Le projet, tel qu'il est présenté, s'il n'impacte en aucun cas le cours d'eau et les zones humides connexes, est jugé compatible avec les dispositions et conforme au règlement du SAGE du Bas-Léon.

La CLE du Bas-Léon émet un avis favorable avec réserve conditionné à la prise en compte des remarques ci-dessus formulées.

Le présent avis sera déposé en ligne sur le Guichet Unique Numérique de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, mes salutations distinguées.

**Syndicat des Eaux du Bas-Léon**  
2 Route de Pen ar Guear - 29 260 KERNILIS - Tél. 02 98 30 75 27  
E-mail : contact.basleon@orange.fr  
www.syndicateauxbasleon.bzh

Le Président de la CLE,  
  
Christophe BÈLE



Kernilis, le 20 Octobre 2023

**Le Président de la  
Commission Locale de l'Eau  
à**

**Monsieur le Préfet du Finistère  
42 Bd Duplex  
CS 16033  
29 320 - QUIMPER**

*n/réf :* BARIC Mélanie  
02.98.30.75.26 - sage.basleon@orange.fr

*v/réf :* DREAL Bretagne - UD 29 - Sub 1  
ud29.dreal-bretagne@developpement-durable.gouv.fr

**Objet :** Avis de la CLE Bas-Léon - Numéro d'AIOT 0005514513  
Dossier de demande de renouvellement et d'extension/Carrière de Trégorff

Monsieur le Préfet du Finistère,

Dans le cadre de l'instruction du dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière de Trégorff, la Commission Locale de l'Eau du Bas-Léon a été saisie pour émettre un avis.

Le projet concerne le renouvellement de l'autorisation d'exploitation de la carrière située sur la commune de Saint-Renan et l'extension de cette dernière sur 8,6 ha exploitables. Le dispositif d'exploitation restera identique à celui pratiqué actuellement. La production de ce site ne sera pas amenée à augmenter.

Au vu de la date de réception du dossier, la CLE n'a pu étudier le dossier en séance plénière. Aussi, ses membres ont été consultés par mail de façon à pouvoir vous transmettre un avis. La CLE souhaite souligner les points de vigilance et la nécessaire prise en compte des éléments ci-dessous :

- o la préservation totale du cours d'eau (et zones connexes) situé en limite sud du périmètre faisant l'objet de la demande d'extension : la clôture sud ne doit en aucun cas impacter la zone humide,
- o la mise en place d'un suivi mensuel des rejets au milieu, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'actions en cas d'obtention de mauvais résultats et/ou d'un constat d'impacts des rejets sur les milieux,
- o la mise en place d'un suivi piézométrique de la nappe d'eau environnante et l'installation d'un système d'alerte, quand le niveau est trop bas, est souhaitable,
- o la transmission annuelle des résultats d'analyses qualité des eaux effectuées à la CLE.

Le projet, tel qu'il est présenté, est compatible avec les dispositions et conforme au règlement du SAGE du Bas-Léon. En conséquence, la CLE du Bas-Léon émet un avis favorable avec réserve conditionné à la prise en compte des remarques ci-dessus formulées.

Le présent avis sera déposé en ligne sur le Guichet Unique Numérique de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, mes salutations distinguées.

Le Président de la CLE  
  
Christophe BÈLE



**Syndicat des Eaux du Bas-Léon**  
2 Route de Pen ar Guear - 29 260 KERNILIS - Tél. 02 98 30 75 27  
E-mail : contact.basleon@orange.fr  
www.syndicateauxbasleon.bzh





# Demande de modification Inventaire Zone Humide Saint-Méen

## Contexte de la demande

- ▶ Une demande de permis d'aménager a été déposée le **28/06/2021** pour la création d'un lotissement de 4 lots sur un terrain situé Rue de Lesneven, 29260 Saint-Méen (cadastre : AB132, AB133). La demande a été accordée le **15/10/2021** sous réserve d'exclure du projet la zone humide inventoriée sur la partie Nord de la parcelle AB132.
- ▶ Etude hydrologique et pédologique (BE – Tpaе) réalisée le **15/05/2023** ne mentionne pas le caractère humide de la partie Nord de la parcelle cadastrale AB132. Cet élément vient contester l'inventaire zone humide réalisé le **14/02/2012**.



▶ Carte 1 : Zone humide concernée par la demande de modification d'inventaire sur la commune de Saint-Méen.

**SUITES DONNEES PAR LA CLE ?**

# Demandes APSLK

*L'association APSLK, Association de Protection des Sources de Lannuchen et de Kergoff, est une association de protection de l'eau et de la biodiversité nouvellement créée et déclarée en Préfecture le 7 Novembre 2023*

## DEMANDES :

- Demande d'informations réglementaires : débroussaillage, arasement de talus, utilisation d'herbicides, utilisation de l'eau des forages, dépôt de fumier
- Demande d'accès aux documents de la CLE : règles de fonctionnement, travaux en cours, comptes-rendus depuis Novembre 2023, prochaines dates et ordres du jour
- Courrier : demande de saisie de la CLE sur le projet de PLUiH de la Communauté des Communes Lesneven Côte des Légendes : l'association a répondu à l'enquête publique le 29/02/24

- > Contact du commissaire enquêteur pour connaître l'avis de la CLE



# Projet éolien Plouvien

## > Démantèlement - Renouvellement

- ▶ **Concertation préalable au sujet du projet de nouveau parc éolien de Plouvien lancée : 8 éoliennes de 99 mètres devraient être remplacées par trois machines plus grandes**
- ▶ Propriétaires : Ventient Energy et Q Energy France
- ▶ Autorisé en 2004, le parc est en opération depuis juillet 2007, il entre donc dans sa 17<sup>ème</sup> année d'exploitation.
- ▶ Production annuelle : 22 000MWh, il alimente 4900 foyers soit 9700 personnes.
- ▶ Décision du Conseil d'État de décembre 2023 suite à l'annulation du permis de construire par la cour administrative d'appel de Nantes 1 an plus tôt => 6 des 8 éoliennes sont à l'arrêt depuis le 26 juillet 2023

### Objectif :

- ▶ Régulariser administrativement l'utilisation des éoliennes 1 et 2
- ▶ Renouvellement du parc (démontage prévu en 2026 + construction de 3 nouvelles machines plus grandes, 125 m en bout de pales contre 99 aujourd'hui, pour une puissance unitaire de 2/3 MW)
- ▶ **Dépôt de permis en juillet - Volonté d'aboutir en 2028**

**Concertation préalable du 29 mai au 12 juin 2024**

31/05/2024 09:57

Le Telegramme

### Plouvien

**On en sait plus sur le projet de nouveau parc éolien**



DES QUESTIONS ONT ÉTÉ POSÉES PAR LE PUBLIC, MERCREDI, À FLORENT BOISNAULT. ELLES SERONT INSCRITES DANS LE DOSSIER DE CONCERTATION PRÉALABLE.

Ça y est : depuis ce mercredi, la concertation préalable au sujet du projet de nouveau parc éolien de Plouvien est lancée. Les huit éoliennes de 99 mètres devraient être remplacées par trois machines, plus



Localisation des éoliennes sur la commune de Plouvien, des zones humides effectives et potentielles



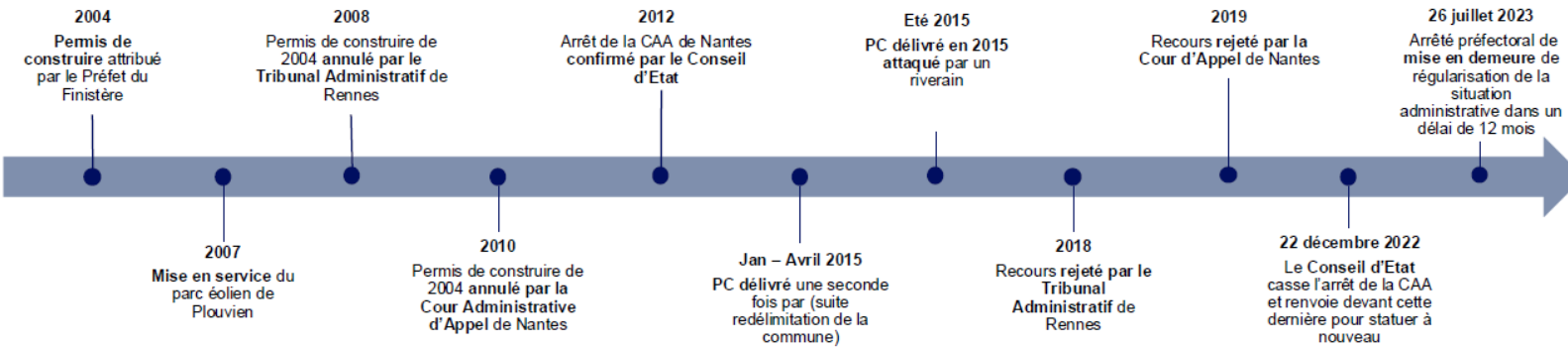
Syndicat des Eaux du Bas-Léon- Mai 2024

Sources : DREAL Bretagne ; Forum des Marais Atlantiques, 2024 ; AGRO-TRANSFERT Bretagne, 2008

0 250 500 m



# Historique du parc actuel



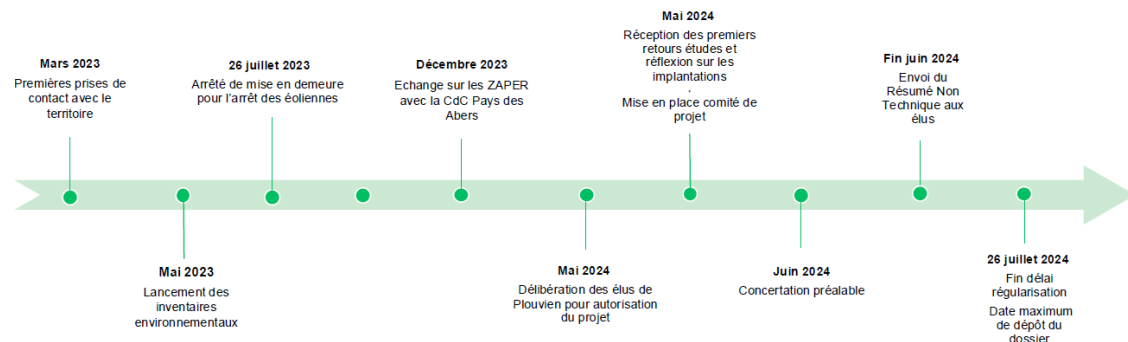
## Points clés de l'arrêté du 26 juillet 2023 :

- Mise à l'arrêt des 8 éoliennes
- Maintien en fonctionnement des différents dispositifs de sécurité des éoliennes : balisage, protection contre la foudre, maintenance, ...
- Possibilité de remettre en services les 2 éoliennes situées à plus de 500m des habitation (T1/T2) ; après vérification du respect de la réglementation acoustique par ces 2 machines.
- Bridage de E1/E2 pour protection des chiroptères
- Mise en place d'un suivi environnemental et acoustique après remise en service de T1/T2

La société Ventient Energy, propriétaire du parc éolien, travaille avec Q ENERGY France au dépôt d'un dossier en juillet 2024 couvrant :

- ✓ La régularisation de l'autorisation d'exploiter de T1 et T2
- ✓ La cessation d'activité partielle pour T3->T8
- ✓ Le nouveau projet éolien en remplacement du parc actuel

## Planning prévisionnel pré-dépôt



# Projet éolien Plouvien

## > Démantèlement - Renouvellement

- ▶ Visio avec le bureau d'étude Qénergie le 21 juin
  - ▶ Le service juridique du bureau d'étude Qénergie identifie le projet **d'intérêt général : jurisprudence à l'appui**
  - ▶ Il est jugé que 3 000 m<sup>2</sup> environ seraient impactés :
    - installation câble pour raccordement (largeur 1 m) + démantèlement
      - accès aux éoliennes
      - installation de plateformes de démantèlement
- => compensation à prévoir

Le SAGE prévoit qu'il est interdit pour une IOTA de porter atteinte à une zone humide sauf si le projet présente un **caractère d'intérêt général**.

Tout installation, ouvrage, travaux ou activités soumis à déclaration ou à autorisation au titre de l'article L.214-1 du code de l'environnement qui entraîne la disparition de tout ou partie d'une zone humide ou l'altération de ses fonctionnalités est interdit sur les bassins prioritaires azote (cf. Carte 1), sauf si :

- Le projet est déclaré d'utilité publique ou s'il présente un caractère d'intérêt général ;
- Le projet présente des enjeux liés à la sécurité ou à la salubrité publique, tels que décrits à l'article L. 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.
- Le projet vise la restauration hydromorphologique des cours d'eau (travaux entraînant la perte ou l'impact de zones humides artificiellement créées par le passé par des modifications apportées à l'hydromorphologie naturelle du cours d'eau).

Dans ces cas d'exceptions à la règle, le pétitionnaire doit :

1. chercher à éviter le dommage causé aux zones humides (mesures d'évitement) ;
2. chercher à réduire l'impact sur les zones humides, leurs fonctionnalités et leurs services rendus (mesures réductrices) ;
3. s'il subsiste des impacts résiduels, compenser le dommage résiduel identifié.

➤ Analyse juridique montrant qu'un projet éolien peut être considéré comme d'intérêt général

(CAA Bordeaux, 5 mars 2015, req. n° 13BX02511 – CAA de Lyon le 12 juin 2018 (req. n° 16LY02803) – CAA NANCY, 21/12/2023, 20NC02453)



# Modification de l'arrêté 2021 - Création de plan d'eau

- ▶ **Consultation en cours jusqu'au 19 juin**
- ▶ [Lien : https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/arrete-modifiant-l-arrete-du-9-juin-2021-fixant-a3024.html](https://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/arrete-modifiant-l-arrete-du-9-juin-2021-fixant-a3024.html)
- ▶ Arrêté modifiant l'arrêté du 9/06/21 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement
- ▶ Afin de restreindre l'application de cet article aux seuls projets d'implantation de plans d'eau en zone humide dont la surface implantée est supérieure ou égale au seuil d'autorisation de la rubrique 3.3.1.0. de la nomenclature **(1 hectare)**.
- ▶ => il ne sera plus nécessaire de remplir les conditions posées par l'article 4 pour réaliser un plan d'eau en ZH dès lors que la surface implantée est inférieure au seuil d'autorisation de la rubrique 3.3.1.0. de la nomenclature.
- ▶ **Les obligations de respect de la démarche « éviter, réduire, compenser » et de compatibilité aux SDAGE et SAGE lorsqu'ils existent, continueront de s'appliquer, afin de garantir la préservation des intérêts protégés par l'article L. 211-1 du code de l'environnement.**
  - ▶ *L'implantation de plans d'eau dont la surface atteint les seuils d'autorisation de la rubrique 3.3.1.0. demeurera encadrée par les dispositions de l'article 4 actuel.*



# Avis **DEFAVORABLE** de l'APPCB - Assemblée Permanente des Présidents des CLE de Bretagne

**L'APPCB, réunissant 20 CLE, émet un avis défavorable à ce projet de modification d'arrêté.**

Les zones humides sont essentielles dès le premier mètre carré. Elles assurent de nombreuses fonctions bénéfiques : l'épuration des eaux, la régulation des régimes hydrologiques, la régulation des variations de température de l'eau, la limitation de l'érosion des sols ou encore la préservation de la biodiversité. Dans le contexte de changement climatique, il est d'autant plus essentiel de préserver et de restaurer les zones humides dès le premier mètre carré pour la régulation des régimes hydrologiques, à la fois sur la rétention des eaux en période d'inondation que sur le soutien d'étiage durant les périodes sèches.

Dans les territoires en baies algues vertes, où le plan de lutte contre la prolifération des algues vertes s'applique et notamment dans les nouvelles Zones Soumises à Contraintes Environnementales (ZCSE), les ZH contribuent également à l'abattement de la teneur en nitrates.

Malgré leurs bienfaits, en France, on estime que la moitié des zones humides a disparu entre les années 1960 et 1990 ([\*Rapport d'évaluation sur les zones humides – Comité interministériel de l'évaluation des politiques publiques\*](#)).

La densité de plans d'eau est déjà importante sur le territoire. Pour exemple, sur le territoire du SAGE Vilaine, on dénombre 22 850 plans d'eau pour 11 000 km<sup>2</sup>. Un plan d'eau peut générer une augmentation de la température de l'eau l'été, une augmentation de l'évaporation conduisant à une perte de débit des cours d'eau, une diminution de la qualité de l'eau (variation du pH et de l'oxygène), une disparition des espèces naturellement présentes au profit d'espèces moins sensibles, voire envahissantes, ou des problématiques de comblement.

Cette proposition de modification d'arrêté est incohérente avec certaines des mesures du Plan eau, notamment dans la partie « restaurer le grand cycle de l'eau pour restaurer la fonction filtre de la nature », la mesure 30, annonçant dès 2023 « 70 projets d'opération phares (...) seront lancées en particuliers pour la restauration des zones humides, la renaturation ou encore la restauration des cours d'eau » et dans la partie « améliorer le stockage dans les sols, les nappes, les ouvrages », la mesure 20, annonçant dès 2024 « la préservation des zones humides sera renforcée (...) ».

Dans le projet, il est précisé que « les obligations (...) de compatibilité aux SDAGE et SAGE lorsqu'ils existent, continueront de s'appliquer », il n'est pas mentionné l'obligation de conformité avec les règlements de SAGE. Il s'agit de mentionner dans le projet d'arrêté « l'obligation de conformité aux règlements des SAGE ».

Des efforts de longue date sont entrepris par les SAGE bretons pour réaliser des inventaires des zones humides, afin de mieux les connaître et donc de mieux les protéger. Par ailleurs différents SAGE, comme les SAGE Rance-Frémur-Baie de Baussais, Aulne, Golfe du Morbihan et ria d'Étel, Elorn, ou Baie de Lannion, énoncent dans leur règlement l'interdiction de destruction de zone humide dès le premier mètre carré. D'autres SAGE, interdisent la création de plans d'eau sur certains secteurs (SAGE Ellé-Isole-Laïta et Golfe du Morbihan et ria d'Étel) ou dans des zones humides (SAGE Ellé-Isole-Laïta). Enfin certains SAGE énoncent dans les dispositions de leurs Plans d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD), la protection des zones humides dans le cadre d'aménagement et projet d'urbanismes et leur préservation dans le cadre des documents d'urbanisme, comme pour le SAGE Couesnon.

Nous craignons que ce projet d'arrêté crée une ouverture, donnant des arguments en cas de révision des SAGE ou des documents d'urbanisme, pour ne pas avancer vers plus de protection des zones humides au vu de la réglementation nationale qui aurait été assouplie.

Ce changement réglementaire apporterait de la confusion par rapport à des actions menées depuis longtemps sur les territoires.

# DOSSIERS EN COURS

# 4 commissions thématiques *organisées en 2024 sur 2 jour*



## ◦ RESSOURCE ET QUALITE DE L'EAU le 6 juin :

- enjeux de préservation des milieux pour faire face aux évolutions climatiques, plan de résilience, besoins & ressources disponibles, GIEP et économies d'eau, qualité de l'eau,...



## ◦ MILIEUX TERRESTRES ET LITTORAL le 20 juin

- sol et infiltration des eaux, pratiques agricoles, milieux aquatiques, biodiversité, marais rétro-littoraux, paysages, opérations de sensibilisation, ...





# Commission Ressource et qualité

– > une 50aine de participants

## Ressource et qualité de l'eau au cœur des échanges



MICKAËL LE BIHAN A MIS L'ACCENT SUR LES ENJEUX DE RECONQUÊTE DE LA BIODIVERSITÉ.

Jeudi, Christophe Bèle, président de la Commission locale de l'eau du Bas Léon, a présidé la journée dédiée aux commissions thématiques « Ressource et qualité de l'eau » du Syndicat des eaux du Bas Léon (SEBL), aux côtés de Guy Taloc, vice-président en charge de l'alimentation en eau potable.

Près de 50 personnes - élus des collectivités, membres d'associations et de prescripteurs du



Lesneven

### Échanges : ressources et qualité de l'eau



Jeudi, Emmanuelle Moreau, du laboratoire Laboce, a présenté des résultats d'analyse réalisés sur le territoire. Mélanie Baric, animatrice et coordinatrice du Sage du Bas-Léon, et Christophe Bèle, ont animé cette journée sur la thématique « ressources et qualité de l'eau ».

PHOTO : OUEST-FRANCE

Les échanges ont mis l'accent sur les enjeux de reconquête de la biodiversité par la restauration des milieux humides et de la continuité écologique. L'importance des cours d'eau et des milieux associés ont aussi été présentés par Mikaël Le Bihan, spécialiste de la restauration des milieux aquatiques à la direction Bretagne, de l'Office français de la biodiversité (OFB).

#### Un plan pour sécuriser l'alimentation en eau potable

Le volet quantitatif lié au changement climatique a été abordé par Valérie Horynirki et Emmanuelle Metinhoué, du Syndicat des eaux du Bas-Léon (SEBL), sous l'angle du plan de résilience signé en février avec l'Agence de l'eau Loire Bretagne (AELB). Il engage le SEBL et plusieurs collec-

tivités du territoire du Sage (Schéma d'aménagement et de gestion des eaux) du Bas-Léon.

« Ce plan vise à sécuriser l'alimentation en eau potable et accompagner les collectivités dans sa mise en œuvre, fait savoir Christophe Bèle, président du Sage. On doit accélérer la restauration des milieux humides, gérer les eaux pluviales intégrées à l'urbanisme durable, et déployer les pratiques agroécologiques. »

Après un focus sur des actions menées sur d'autres territoires, le débat a également été ouvert sur des données relatives à la qualité de l'eau (nitrates, pesticides...).

Deux commissions thématiques dédiées aux milieux terrestre et littoral viendront compléter ce cycle de rencontres, le jeudi 20 juin, dans le pays d'Iroise.



# Commissions terrestre et littoral

- > une 30aine de participants





# Communication sensibilisation

- ▶ Evènementiel **Trail Aber Wrac'h – Transléonarde – Fête des lacs – Agrifête**
- ▶ **Escape Game :**
  - organisation de sessions élus en juin
  - Nombreux prêts planifiés
- ▶ **Balades botaniques :** Guissény dim 2 juin, Plougonvelin dim 23 juin, BBlanc mercredi 11 sept
- ▶ **Spectacles scolaires :** dates et salles à caler : 16 réponses 13 retenues pour 10 spectacles
- ▶ Relance de la **campagne d'affiches** sur la « protection du littoral »
- ▶ **MéGO** intervention en commission le 20/06 et achat de 500 cendriers de poche
- ▶ **Ici commence la mer :**
  - distribution macarons/pochoirs/peinture ok , des demandes pour faire points aux écoles lors de certaines installations/pochage (le drennec... → relais infos à Marie)
  - relance fabrication 100 macarons





**NOUVEAU !**  
*La truite Fario a disparu de l'Aber Léon !*  
 Vous avez 45 minutes pour résoudre cette énigme



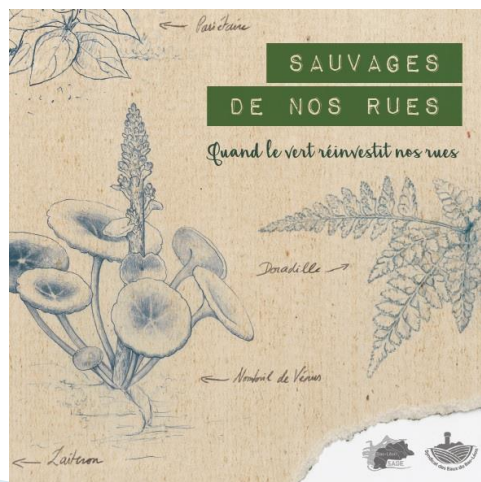
**ESCAPE GAME BAS-LÉON**

**MISSION AQUA**

En famille ou entre amis, venez mener l'enquête !

LUDIQUE  
 À PARTIR DE 14 ans  
 GRATUIT

Renseignements : Syndicat des Eaux du Bas-Léon 02 98 30 67 28  
 actionsnonagri.basleon@orange.fr





# Relai des actions dans la presse...

25/04/2024 09:28

Le Telegramme

## Saint-Renan

Des plaques signalétiques « Ici commence la mer »



DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL JEUNES, AVEC LES ÉLUS, PRÉSENTENT UNE PLAQUE « ICI COMMENCE LA MER » INSTALLÉE PRÈS DE LA MAIRIE, PLACE LÉON-CHEMINANT.

La campagne « Ici commence la mer » prend forme à Saint-Renan. Quinze plaques viennent d'être installées à proximité de bouches d'eaux pluviales. Le but : lutter contre la pollution des eaux de surface.

## Guissény

Une promenade botanique pour découvrir les plantes urbaines



FLORENCE CREACHCADEC, AU CENTRE, A PRÉSENTÉ AUX PARTICIPANTS LES DIVERSES PLANTES QUI POUSSENT NATURELLEMENT SUR LES MURS, TROTTOIRS OU DANS LES CIMETIÈRES.

Dimanche, une dizaine de personnes a participé à une balade botanique proposée par le Syndicat des Eaux du Bas-Léon, en collaboration avec la municipalité de Guissény. Cette promenade était animée par Florence Creachcadec, ethnobotaniste : « Depuis environ quatre



# Communication INTERSAGE

**FORMATION**



**Eau et changement climatique :  
des actions concrètes sur mon territoire**

Le **21** juin de 9h à 12h45  
Espace Mont d'Arrée - Pôle des métiers  
29400 Landivisiau  
Suivi d'un temps d'échanges déjeunatoire de 12h45 à 14h

Informations : [coordination@appcb.fr](mailto:coordination@appcb.fr) / 06.03.60.30.19  
<https://www.appcb.fr/formation-landivisiau-2024/>

Inscription obligatoire avant le **10 juin** via le lien :  
<https://framaforms.org/21062024-landivisiau-formation-eau-changement-climatique-des-actions-concretes-sur-mon-territoire>

Nous nous réservons le droit de décaler la formation ou de l'annuler s'il y a moins de 20 inscriptions.



Evènement  
annulé/reporté

**FORMATION**

### AU PROGRAMME

**Les spécificités hydrogéologiques en Bretagne et dans le nord Finistère** *Reagih*

**La CLE : un acteur incontournable de la gestion quantitative de l'eau**  
La gestion quantitative sur mon SAGE *Office Français de la Biodiversité*  
Une étude Hydrologie-Milieus-Usages-Climat : émergence, avancement et gouvernance  
*Commission locale de l'eau du SAGE Arguenon - Baie de la Fresnaye*

**La complémentarité des approches sur le territoire autour de la sobriété**  
Restaurer le cycle de l'eau avec l'agriculture de conservation des sols *Roland Hallegouet*  
Mettre en place des solutions économes en eau dans le secteur privé  
La sobriété sur ma collectivité

*Une large place sera laissée aux échanges entre participants et intervenants*



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE



Ministère de l'Agriculture  
et de la Pêche



Région  
BRETAGNE

**À DESTINATION**  
des membres des CLE, et  
des élu.e.s de Bretagne

# ETUDES - MARCHES

# Etude marais rétro littoraux

> identifier 3 secteurs (1/EPCI) et mettre en place un plan d'actions



**COPIL 1** – 21/02/2024  
(Lesneven)

**COPIL 2** – 22/03/2024  
(Plabennec)

## Une étude divisée en 3 phases :

### ○ *Phase 1 – Etat des lieux et priorisation*

1. Caractérisation et recensement des sites sur le périmètre du SAGE (bibliographie, échanges avec les acteurs du territoire, ...)
2. Prospections de terrain
3. Présentation en COPIL
4. EDL enjeux et analyse SIG pour la pré-identification de 3 secteurs prioritaires
5. Rédaction d'un CCTP

### ○ *Phase 2 – Identification d'1 site (sur les 3) à potentiel d'action et diagnostics*

### ○ *Phase 3 – Définition d'1 plan d'actions et évaluation de la faisabilité (technique et socio-économique)*

Réalisation en  
interne (SEBL)  
Fév - Mars 2024

Bureau d'étude  
(Ians)

**Territoire du SAGE  
du Bas-Léon**

**1. Embouchure du  
Quillimadec**  
(Guissény, Kerlouan)

**1. Anses de Moguéran et  
Bassinig** (Plouguerneau)

**2. Marais de Lesteven**  
(Lampaul-  
Ploudalmézeau,  
Ploudalmézeau)

Sites d'étude

# Consultation des entreprises

## Analyse des offres



### Déroulement de la consultation

- Durée : 16/04/2024 – 15/05/2024 (1 mois)
- 2 dossiers retirés et déposés dans les délais impartis sur la plateforme Mégalis Bretagne
- Ouverture des plis le 15/05/2024

### Critères d'analyses des offres

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	50 %
2-Prix	40 %
3-Cohérence du planning	10 %

CEREG Ingénierie	HYDRO CONCEPT
10, rue du Bois Briand, 44 300 NANTES	14 rue de l'innovation - 85150 LES ACHARDS
TRANCHE FERME (montant total € TTC)	
77 640 €	34 860 €
TRANCHE OPTIONNELLE (montant total € H.T)	
3 000 € (+ 15 000€)	1 260 €

Critères	Pondération	CEREG Ingénierie		HYDRO CONCEPT	
Valeur technique - (N.tech)	50%	0,86		0,88	
Précision et pertinence de la note méthodologique différentes phases de l'étude (compréhension du CCTP, détails du mémoire technique, méthodologie, type et qualité des rendus, ...)		0,83	Méthodologie détaillée	0,88	Méthodologie détaillée
Les moyens humains et matériels envisagés (organisation locale, CV des intervenants, inventaire des moyens matériels utilisés, etc...)		0,75	Moyens humains et matériels détaillés	0,75	Moyens humains et matériels détaillés
Modalités logistiques et méthodologies proposées, modalités d'échange avec la collectivité		1,00		1,00	
Prix des prestations (en € H.T) - (N.prix)	40%	0,4		1,0	
$N_{prix} \times \text{Prix min} / \text{Prix candidat noté}$					
Montant TOTAL € H.T		64 700,00 €		29 050,00 €	
Prix minimum		29 050,00 €		29 050,00 €	
Cohérence du planning (N.planning)	10%	1	Démarrage en juin	0,5	Démarrage en juillet
Note finale		0,71		0,89	
$N_x = (0,5 \times N.tech) + (0,4 \times N.prix) + (0,1 \times N.planning)$					

# Phase d'Etude – Volet 1

ÉTAT DES LIEUX ET DIAGNOSTIC POUR L'IDENTIFICATION D'UN SITE A POTENTIEL D'ACTION



## Phase 1 : Synthèse des données

- Analyse et synthèse des données naturalistes existantes sur le territoire (données historiques, zonages naturalistes, diagnostics, ...)
- Analyse complétées « par une approche élargie à l'échelle du bassin versant ou de l'emprise proche du site » et par les éléments fournis par le maître d'ouvrage
- Note de synthèse

## Phase 2 : Diagnostic approfondi du site

- **Caractéristiques de la zone humide** : réalisation d'une cartographie des habitats et d'une étude pédologique
- **Contexte hydromorphologique et qualité de l'eau** : analyse du contexte hydromorphologique (fossés, cours d'eau, ouvrages, ...), établissement d'un MNT
- **Les fonctions des zones humides** : analyse selon la MNEFZH, adaptée au contexte de l'étude (adaptation de la méthode et des fonctions étudiées, prise en compte de la zone tampon)

## Phase 3 : Identification des priorités et du potentiel d'actions

- **Étude comparative des sites** : comparaison des sites selon niveau d'altération (MNEFZH), potentialités d'épuration intrinsèques, enjeux locaux, économiques ou culturels ou écologiques.
- **Identification des pistes d'amélioration fonctionnelle** : préconisations d'interventions sur la gestion et sur les possibilités d'amélioration du fonctionnement actuel de la ZH, voir de reconquête de la ZH (diagnostic des végétations, MNT, photo-interprétation).

# Phase d'Etude – Volet 2

ELABORATION D'UN PLAN D'ACTION ET EVALUATION DE SA FAISABILITE



## Phase 1 : élaboration de scénarios d'actions de restauration

- **Définition des scénarios** : élaboration de 3 scénarios d'ambition croissante avec la possibilité d'inclure des variantes. Proposition d'une cartographie selon le niveau de faisabilité liée à l'acquisition ou à la mise en convention de parcelles
- **Évaluation des scénarios** : comparaison des gains fonctionnels des scénarios selon MNEFZH (états projetés selon divers indicateurs)

## Phase 2 : évaluation de la faisabilité des scénarios et pistes de gestion

- **Faisabilité socio-économique** : coût des actions, acceptabilité sociale ( co-construction de la méthodologie des entretiens)
- **Proposition de pistes de gestion** : définition des unités de gestion (objectifs et actions), définition des fiches actions, calendrier pluriannuel d'intervention (5 ans)

	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc	janv	fevr	mars	avr	mai	juin	juil	août	sept	oct	nov	déc
<b>VOLET 1 : ETAT DES LIEUX ET DIAGNOSTICS POUR L'IDENTIFICATION D'UN SITE A POTENTIEL D' ACTIONS</b>																			
réunion de lancement																			
Synthèse des données																			
Diagnostics approfondis des sites																			
Identification des priorités et du potentiel d'actions																			
réunion restitution diagnostics																			
rapport phase 1																			
<b>VOLET 2 : ELABORATION D'UN PLAN D' ACTIONS ET EVALUATION DE SA FAISABILITE</b>																			
Elaboration de scénarios																			
Evaluation de la faisabilité socio-economique et pistes de gestion																			
réunions restitution plan d'action																			
rapport Phase 2																			
réunion en CLE																			

# Marché QUALITE DES EAUX

Elaboration en cours d'un nouveau  
marché à l'échelle du SAGE



- ▶ Groupement de commande à bons de commande piloté par le SEBL
- ▶ Phase de co-construction du nouveau marché avec les territoires partenaires engagée en Octobre dernier
- ▶ Objectif : mise à plat du marché, intégration des enjeux émergents, des nouveaux paramètres de suivis liés à l'AEP,...
- ▶ ECHEANCE DU MARCHE EN VIGUEUR : **novembre 2024**
- ▶ **CONSULTATION A VENIR**

# NOUVEAUX ENJEUX





présenté le 30 mars 2023.



Pour répondre aux  
grands enjeux de sobriété  
des usages, disponibilité  
et qualité de la ressource,  
de moyens, et de réponse  
face aux crises de  
sécheresse.

## Axe 1

Sobriété des usages

### ■ ECONOMISER L'EAU POUR TOUS LES ACTEURS

- Objectif de -10% d'eau prélevée d'ici 2030
- Décliner l'objectif territoire par territoire
- Mieux piloter la ressource en mesurant mieux les volumes prélevés

## Axe 2

Optimiser la disponibilité

### ■ SÉCURISER EN EAU POTABLE L'APPROVISIONNEMENT

- Réduire les fuites et sécuriser l'approvisionnement en eau potable

### • VALORISER LES EAUX NON CONVENTIONNELLES

- Massifier la valorisation des eaux non conventionnelles (REUT, eau de pluie, eaux grises...) : développer 1000 projets de réutilisation sur le territoire, d'ici 2027

### ■ AMÉLIORER LE STOCKAGE DANS LES SOLS, LES NAPPES, LES OUVRAGES

- Remobiliser les ressources existantes et répondre au besoin de développer l'hydraulique agricole, dans le respect de la réglementation

## Axe 3

Préserver la qualité de l'eau

### ■ PRÉVENIR LES POLLUTIONS

- Prévenir la pollution des milieux aquatiques et, en particulier, renforcer la protection des aires d'alimentation de captage

### ■ RESTAURER LE GRAND CYCLE DE L'EAU POUR RESTAURER LA FONCTION FILTRE DE LA NATURE

- Développer les solutions fondées sur la nature dans la gestion de l'eau

## Axe 4

Des moyens à la hauteur  
des ambitions

### ■ AMÉLIORER LA GOUVERNANCE DE LA GESTION DE L'EAU

- Inclure l'ensemble des acteurs autour d'une gouvernance ouverte, plus efficace et plus lisible
- Assurer le financement de la politique de l'eau et mieux inciter à la sobriété dans les usages et à une meilleure performance des réseaux.
- Développer la recherche et l'innovation sur l'ensemble de la chaîne de valeur de la gestion de l'eau, afin de franchir des paliers d'innovation.

## Axe 5

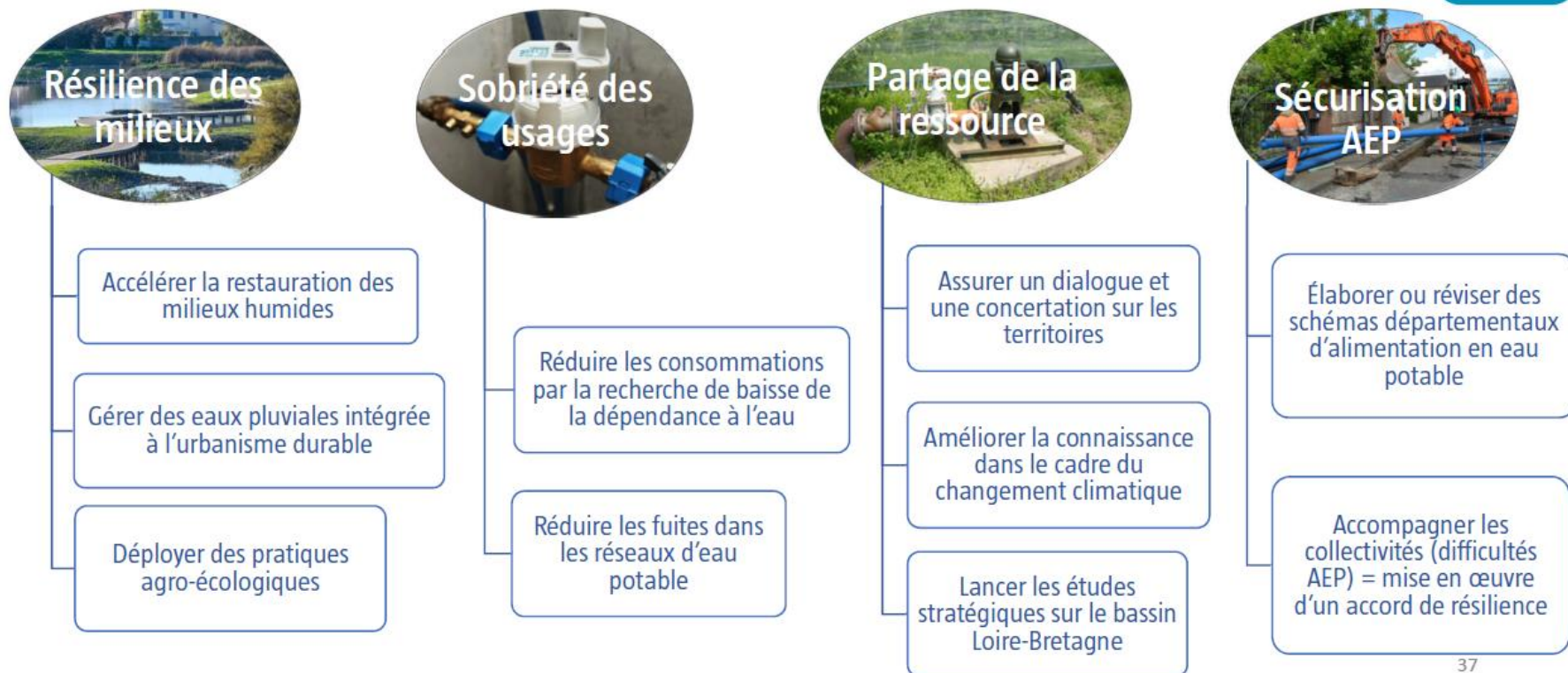
Mieux répondre  
aux crises sécheresse

### ■ AMÉLIORER LA GESTION DES PÉRIODES DE SÉCHERESSE

- Mieux informer, prévenir les situations de tension

Rendre compte des avancées et actualiser le plan autant que de besoin

## PLAN DE RÉSILIENCE 2023-2024 DU BASSIN LOIRE-BRETAGNE VOLET OPÉRATIONNEL



37


✓ Trajectoire de sobriété du bassin Loire-Bretagne => **objectif de réduction des prélèvements de 10% sans répartir à priori l'effort entre les catégories d'usagers / horizon 2030** (année de référence 2019) : **répartition locale à établir par les CLE**



Un accord de programmation de résilience commun, élaboré à l'échelle du territoire du Bas-Léon

 **6 maîtres d'ouvrages** signataires

 **37 opérations/** projets inscrits (*tous maître d'ouvrages*)

 Budget total **8 075 530 €**, subventionnable à hauteur **de 4,4 M€**

4 axes thématiques investis

- Structuration de la maîtrise d'ouvrage et financement du service public
- Volet Economie d'Eau
- Résilience des milieux aquatiques
- Sécurisation de l'Eau



Communauté Lesneven  
Côte des Légendes  
Kumuniezh Lesneven Aod ar Mojenned



→ 5 opérations pilotés sous maitrise d'ouvrage du SEBL

	Montants prévisionnels (HT)	Taux d'aide
✓ Plan d'animation/sensibilisation autour des économies d'eau & Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (GIEP) à l'échelle du SAGE	100 000	50%
✓ Acquisition de parcelles humides sur le BV de l'Aber Wrac'h, en amont de la prise d'eau de Baniguel	10 000	70%
✓ Etude de faisabilité d'un réaménagement retenues d'eau brute de Moulin Neuf et Baniguel, à Kernilis	80 000	70%
✓ Travaux d'interconnexion des réseaux d'eau potable IROISE 2	2 000 000	50%
✓ Etude de faisabilité d'une remise en service de captages abandonnés sur le territoire du SAGE du Bas-Léon	200 000	70%



# CONTEXTE - Axe 2 du Plan de Résilience 2023-2024 → ÉCONOMIES D'EAU



## 1<sup>er</sup> VOLET : PLAN D'ACTIONS COLLECTIF D'ANIMATION-SENSIBILISATION des différents usagers à la rareté de l'eau et à une meilleure utilisation de l'eau

- Porté par le SEBL, en co-construction avec les EPCI, il pourra s'articuler autour de 3 cibles :

➤ Les collectivités : → **Priorité du SEBL**

➤ Les particuliers : plusieurs acteurs déjà impliqués dans la sensibilisation (CD29 : distribution de kits hydro-économes, Région Bretagne : campagne d'affichage, Eau et Rivières de Bretagne, programme « Watty » pour les scolaires,...)

→ **SEBL : Lettre INF'EAU du SAGE Bas-Léon**

➤ Les activités économiques : la CCI du Finistère accompagne les entreprises dans leurs démarches d'économies d'eau (programme ECOD'O)

- Le plan collectif d'animation-sensibilisation pour les économies d'eau pourra être développé au fur et à mesure de l'avancée des connaissances des différents prélèvements sur le territoire
- Souhait de l'AELB que soit déployé, par le SEBL, un volet ANIMATION-SENSIBILISATION → *Création d'un poste de Chargé de mission animation-sensibilisation Économies d'eau et Gestion Intégrée des Eaux Pluviales (CDD 12 mois) à compter de Mars 2024*

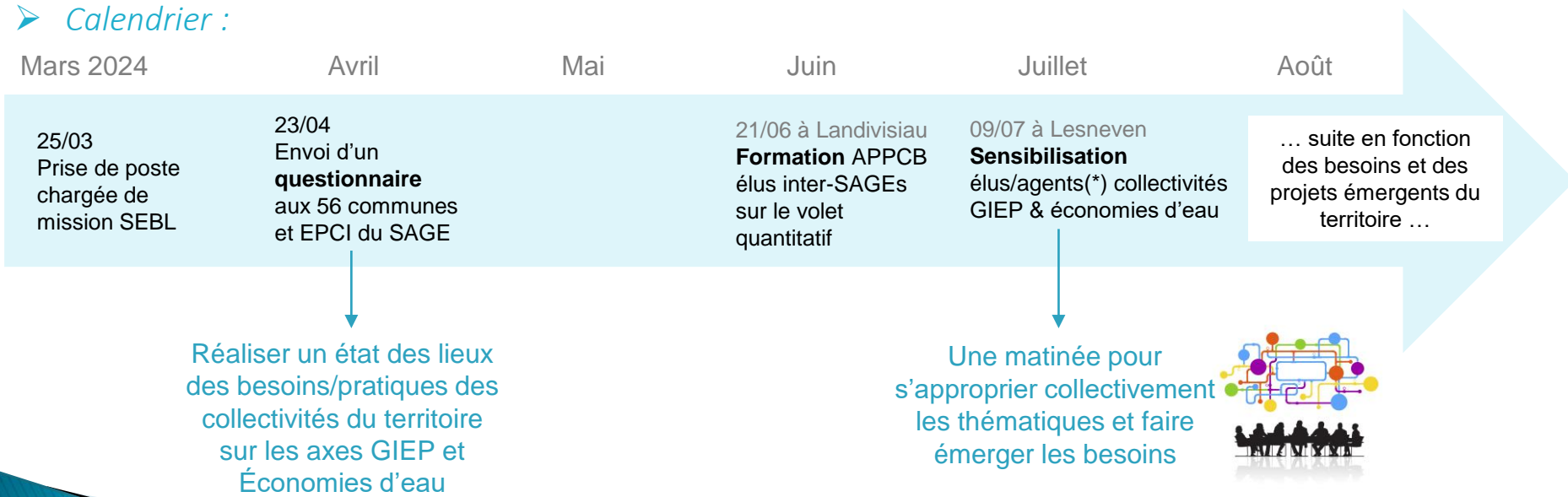




# ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS à la Gestion Intégrée des Eaux Pluviales et aux Économies d'Eau



- **Objectif :** Sensibiliser et Communiquer sur ces 2 thématiques
- **Ambition :** Accompagner la réalisation de 3 projets « vitrine » sur le territoire du SAGE Bas-Léon (1 projet par EPCI : CCPI – CCPA – CLCL)
- **Conditions de réussite :** Relai de l'information au sein des collectivités & Initiatives émergentes sur le territoire
- **Calendrier :**



(\*) services voirie, espaces verts, assainissement, urbanisme, travaux, bâtiments, environnement, biodiversité, GEMAPI, eaux pluviales, espaces publics



# ACCOMPAGNEMENT DES COLLECTIVITÉS à la Gestion Intégrée des Eaux Pluviales et aux Économies d'Eau



## Gestion Intégrée des Eaux Pluviales et Économies d'Eau



A l'intention des élus et agents des  
collectivités du SAGE Bas-Léon

services voirie, espaces verts, assainissement, urbanisme,  
travaux, aménagement, bâtiments, environnement,  
biodiversité, GEMAPI, eaux pluviales, espaces publics

**Mardi 09 Juillet 2024**

de 09h à 12h30 à Lesneven

dans les locaux de la Communauté  
Lesneven Côte des Légendes  
12 boulevard des Frères Lumière



## Gestion Intégrée des Eaux Pluviales et Économies d'Eau

**UNE MATINÉE POUR  
S'APPROPRIER COLLECTIVEMENT LES THÉMATIQUES  
& FAIRE ÉMERGER LES BESOINS**



09h : café d'accueil



Contexte et Plan de résilience



État des lieux des pratiques et des besoins  
sur le territoire du SAGE Bas-Léon  
(base retour questionnaire des collectivités)



La GIEP, kesako ?



Les financements possibles



# ACTUALITES

# Actualités

- ▶ Finalisation de l'étude Etude profil conchylicole Blancs Sablons
- ▶ Nombreuses demandes de subventions en cours (programmes 23 soldes, Appel à projet intra parcellaire, BB animation 23, travaux VMA 21,...)
- ▶ Biodiversité - > dépôt programme Bas-Léon commune 24/25 Appel à projet TVB pour fin Juin
- ▶ PAEC Bas-Léon : 13 nouvelles exploitations engagées



Directeur général de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne

Agence de l'Eau Loire-Bretagne

9 Avenue Buffon CS 36339

45063 ORLÉANS CEDEX 2

Pont-Scorff, le 04 juin 2024,

*Dossier suivi par : Sébastien DHORNE – Coordinatrice  
coordinatrice@appcb.fr - 06 03 60 30 19*

*Copie : Président du comité de Bassin Loire-Bretagne*

**Objet : Perspective d'accompagnement des SAGE dans le cadre du 12<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne**

Monsieur le Directeur,

Les membres de l'Assemblée Permanente des Présidents de Commissions Locales de l'Eau (CLE) de Bretagne – APPCB réunis en assemblée plénière le 04 avril 2024, formulent par ce courrier leur **Inquiétude quant aux évolutions des modalités d'intervention de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne dans le cadre du 12<sup>ème</sup> programme.**

Avec ses 20 SAGE, le territoire breton est entièrement couvert par ces démarches, et ils sont un élément clé de la politique de l'eau sur le bassin Loire-Bretagne. Par son soutien au pilotage et à l'animation des SAGE au taux maximal (70 %), l'Agence de l'Eau est un partenaire financier majeur et essentiel pour les SAGE de Bretagne.

Lors de la commission territoriale Vilaine et côtiers bretons du 16 mai 2024 à Rennes, nous ont été présentés les nouveautés à prendre en compte dans le futur programme d'intervention : l'augmentation de la contribution à l'Office Français de la Biodiversité (OFB), la création d'un zonage France ruralité et la réforme des redevances. Vous nous avez

## Du côté des partenaires financiers ...

- ▶ 12<sup>ème</sup> programme de l'AELB en construction. Validation en Octobre. Contexte financier tendu. Les financements pourraient diminuer...



**Copie à :** Préfets des Régions Centre-Val de Loire, Pays de la Loire, Nouvelle-Aquitaine et Bretagne

**Objet :** Inquiétudes des structures de bassin versant/SAGE et intercommunalités sur la trajectoire du 12<sup>ème</sup> programme et le bon exercice de leurs compétences

Le 16 décembre 1964, date de la loi « *relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution* », a institué en France une nouvelle approche de la gestion de l'eau en créant au niveau de chaque bassin ou groupement de bassins un comité de bassin et une agence. En 60 ans, au gré des directives et des lois, force est de constater que la prise en compte de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques a évolué dans un sens plus qu'appréciable et nécessaire.

En tant que collectivités disposant de la compétence GEMAPI, nous nous engageons depuis de nombreuses années dans des programmes d'actions toujours plus ambitieux, construits sur une stratégie pluriannuelle. Ces programmes se veulent désormais multi-acteurs et multithématiques, au bénéfice de nos territoires et sur la demande commune de nos partenaires technico-financiers (AELB, Régions, Départements, ...) depuis a minima 2020. Ils sont l'aboutissement d'un travail partenarial de longue haleine.

Nous vous remercions pour votre soutien technique et surtout financier sur la continuité de nos contrats territoriaux. Toutefois, ce soutien quasi-indéfectible tend à s'assombrir à la vue des difficultés financières de l'AELB pour la clôture du 11<sup>ème</sup> programme et des orientations du 12<sup>ème</sup> programme.

**A travers cette sollicitation largement concertée et partagée, nous souhaitons vous faire part de notre inquiétude sur le devenir, dès à présent, des financements de nos programmes et des postes de nos agents par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.**

Bien conscients que l'engagement financier de l'AELB dans nos contrats territoriaux reste soumis à l'évolution de vos programmes d'intervention, nous nous engageons sur des durées de 3 à 6 ans minimum. Cet engagement est politique, stratégique, financier, technique mais également moral auprès de nos partenaires, nos collectivités, nos usagers du territoire et nos agents. Aussi, vous conviendrez que **certains échos récents puissent nous alarmer :**

- ❖ La problématique budgétaire de l'AELB pour clôturer le 11<sup>ème</sup> programme ;
- ❖ La baisse potentielle de l'accompagnement financier sur les postes d'animation ;
- ❖ La baisse des taux de subventions sur les travaux ;

- Cette énumération, peut-être incomplète, laisse entrevoir **une situation préjudiciable et difficilement supportable pour nos structures** avec une remise en cause importante de :

- ❖ La validité et la gouvernance de nos Contrats Territoriaux Eau multithématiques (Milieux aquatiques, Quantité, Qualité/Pollutions, TVB, pratiques agricoles, ...) ;
- ❖ La légitimité de nos structures et notre capacité, dorénavant fragile, à maintenir et poursuivre des contrats ambitieux ;
- ❖ L'atteinte des objectifs de nos SAGE, du SDAGE Loire-Bretagne et de la DCE ;
- ❖ Le maintien de postes/recrutements basés sur des stratégies pluriannuelles et des incitations de nos partenaires ;
- ❖ L'équilibre financier de nos collectivités (Syndicats, EPTB, intercommunalités, ...).

Le 11<sup>ème</sup> programme était « *sélectif, incitatif et territorialisé* ». Il nous semble que nous avons répondu largement à cette ambition, au point que l'année 2023 s'apparente, sauf erreur de notre part, à l'un des meilleurs taux d'engagement de l'AELB.

Aussi, nous nous interrogeons sur la gestion financière du 11<sup>ème</sup> programme d'intervention et des engagements pris. Nous sommes également dans l'incompréhension des récentes décisions imposant des charges supplémentaires à l'AELB sans compensation financière, mettant ainsi en difficulté cette dernière et tous les acteurs œuvrant pour la ressource en eau. Nous pouvons entre autres citer l'évolution du projet de loi finances reportant à 2027 des recettes en lien avec les pollutions diffuses pour l'AELB, la problématique de financement du grand cycle de l'eau, la mise en œuvre du Plan EAU par l'État ou encore le transfert des Mesures agro-environnementales et climatiques des Régions vers l'AELB sans une compensation financière adaptée.

Nous espérons que cette fin d'année 2024 ne soit pas marquée par un recul des dynamiques engagées jusqu'à ce présent.

Au regard des éléments exposés précédemment et afin de conserver notre engagement et notre émulation collective, nous plaçons pour une évolution durable des financements de l'AELB dans nos contrats territoriaux respectifs en cours et à venir, notamment sur ces sujets d'inquiétudes. Vous pouvez compter sur notre soutien pour faire valoir la nécessité de poursuivre, voire renforcer et faciliter la gestion locale de l'eau par bassin versant et visant une solidarité financière organisée par l'Agence de l'Eau et son comité de bassin, avec un appui indéfectible de l'État.

Nous ne doutons pas de l'intérêt que vous porterez à notre sollicitation et nous vous prions de croire, Madame la Présidente et Monsieur le Président, en l'assurance de notre respectueuse considération.

### Les Président(e)s des 59 syndicats de bassins versants

### Intercommunalités

### Commissions Locales de l'Eau

# Etude Profil Conchylicole

Site des Blancs Sablons-Le Conquet/Ploumoguier

- ▶ Etude pilotée par le SEBL (mise en œuvre du SAGE)
- ▶ Groupement : RPQEau/Eurekamer/Littomatique
- ▶ Montant de l'étude : 36 555€ TTC (subventionné à 50% par l'AELB)

## Problématiques :

- Dégradation de la qualité bactériologique/plage d'Illien
- Présence de toxines phytoplanctoniques, zone fermée depuis 2020 pour la pêche à pied de loisir et soumise à autorisation préalable pour la pêche à pied pro
- Enjeux sanitaires (conchyliculture/baignade) et économiques.

## Objectifs de l'étude :

- EDL : identifier/hiérarchiser les sources de pollution bactériologique
- Estimation des flux de contamination
- Programme d'actions/mesures de gestion pour prévenir les risques

## Processus de concertation a commencé en 2023 comme suit :

- Janvier-février : mise en place d'un COPIL

	SEBL	CCPI	Communes
Elus référents	C.BELE	L.KEREBEL	JL.MILIN (Conquet) G.CARIOU (Ploumoguier)
Services	J.JAOUEN M.BARIC	P.RICHARD	
Financeurs	AELB : P.PRODHOMME CD29 : S.ALARY Région : L.DACQUAY		
Services de l'Etat	DDTM - DML : J.GUILLEMOT / A.PAILLOU / E.LE FLOCH / P.CASTREC OFB : J.MORNET ARS : T.KEREBEL / E.COLLET		
Scientifiques, acteurs du territoire	Parc Marin Iroise (PNMI) : P.POULINE Comité des pêches Réseau Littoréa [PNRA et CPIE Morlaix Trégor (structures coordinatrices d'actions de gestion durable de la pêche à pied de loisir en Rade de Brest)] IFREMER pas de contacts		

- 28/02/23 : réunion de concertation pour présenter le contexte de l'étude et lancer une consultation
- 26/06/23 : COPIL de démarrage → rappel du contexte, présentation de la méthodologie et des moyens mis en œuvre, point sur les données disponibles, planning prévisionnel
- 8/12/23 : COPIL 2 → présentation de l'état des lieux et du diagnostic du territoire d'étude ainsi que des estimations de flux de contamination
- 18/04/24 : COPIL 3-final → restitution finale (recherche terrain des points noirs + synthèse des hypothèses de contamination) et présentation du programme d'actions.

# BV Algues vertes Quillimadec - Alanan

## Des études en cours

### Lancement officiel des travaux de modélisation Volet connaissance inscrit dans le PLAV 3

Dans ce cadre, des travaux de modélisation sont prévus pour chaque baie algues vertes et portés par l'état. Les modèles utilisés vont permettre de croiser la simulation des flux d'azote à l'exutoire du Quillimadec et la prolifération des algues vertes dans la baie (modélisation EcoMars Ulves3D par le CEVA couplé à modélisation TNT2 par le laboratoire SCHEME).

#### Pour de plus amples informations à

<https://www.creseb.fr/mars-tnt-modelisation-developpement-algues-vertes/>

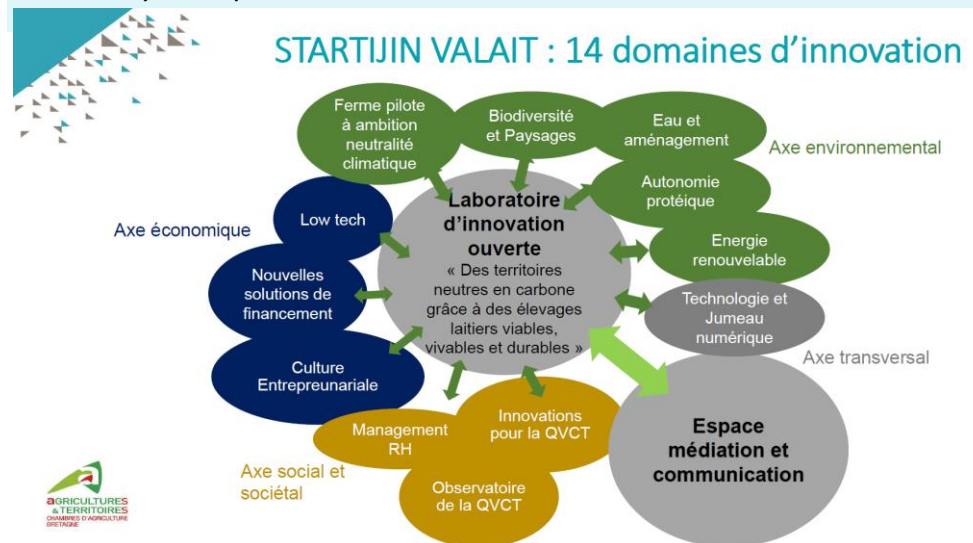
#### Sujets abordés :

- Présentation des modèles CEVA et SCHEME,
- Intérêts et limites de ces modèles,
- Premiers résultats du modèle SCHEME,
- Scénarios à étudier et à choisir pour le modèle de développement des algues.

### Lancement du projet STARTIJIN VALAIT Banque des Territoires Lundi 27 mai 2024

#### Programme :

- rôle de la Banque des Territoires dans l'accompagnement du projet
- le démonstrateur territorial "STARTIJIN VALAIT" = le projet et ses éléments clés
- visite au GAEC le VOURC'H à Plounevez Lochrist, une exploitation laitière ayant amorcé des transitions pour des territoires ruraux dynamiques



Contexte 2024 : développement d'algues en baie de Guissény = une année précoce



# EVEN

- ▶ Information incident semaine 25
- ▶ Pollution à l'ammoniac : en cause le dysfonctionnement de la STEP
- ▶ Décision, en concertation avec Eau du Ponant, de basculer sur l'achat d'eau à l'usine de Pont Ar Bled et de stopper la prise d'eau dans les étangs de Kernilis

# Réforme nationale des SAGE



*Projet de décret relatif aux SAGE modifiant le code de l'environnement et le code général des collectivités territoriales*

**Consultation du 28/03/2024 au 24/04/2024 = > 77 contributions**

- ▶ Objet : modifier les dispositions du code de l'environnement relatives SAGE afin de prévoir davantage d'agilité dans les procédures d'élaboration et de **révision** des schémas et dans le **fonctionnement** des CLE.
- ▶ Il modifie également certaines dispositions du code de l'urbanisme afin de garantir l'opérationnalité des schémas, notamment en améliorant leur intégration dans les outils d'aménagement des territoires.

## ▶ Projet d'évolution du décret :

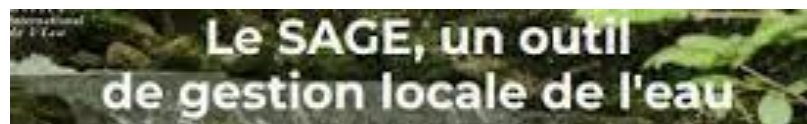
- possibilité de modification de périmètre
- 2 mois max pour désigner les représentants élus
- renouvellement total lors des élections municipales
- possibilité de cumuler 2 pouvoirs au lieu de 1
- possibilité de sanctionner les absences répétées
- **REVISION TOTALE** (reprenant les obligations de l'élaboration) :

-> mise à jour de l'état des lieux tout les 12 ans

**-> soit février 2026 pour notre territoire**

**-> devront figurer des objectifs chiffrés d'économie d'eau**

-> protection des ZH & intégration dans les documents d'urbanisme



# Perspectives fin 2024 – > A PLANIFIER

« 2025 : dernière année du CTU Bas-Léon »



- ▶ Mises à jour du tableau de bord du SAGE
- ▶ Mise à jour du profil conchylicole des Abers
- ▶ Suivi-évaluation du CTU Bas-Léon 2020/2025
- ▶ Préparation d'un nouveau contrat pluriannuel
- ▶ Lancement de la réflexion pour engager la révision du SAGE
- ▶ Vers une étude HMUC à l'échelle du Bas-Léon ?



# Budget prévisionnel 2024

## volets animation du SAGE et actions transversales du CTU



SAGE DU BAS-LEON PROGRAMME PREVISIONNEL 2024		Enveloppe prévisionnelle	ETP dédié	Coût affecté à l'animation	Coût affecté aux actions	Taux prévisionnel de subvention	Montant des subventions attendues	Reste à charge prévisionnel affecté aux collectivités
COORDINATION ET ANIMATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU SAGE	Coordination SAGE	54 000	0,80	54 000		80%	43 200	10 800
	Secrétariat	25 500	0,50	25 500		80%	20 400	5 100
	Suivi administratif et financier - SIG ....	29 375	0,50	29 375		80%	23 500	5 875
	Frais de fonctionnement liés aux ETP affectés à la mise en œuvre du SAGE	25 600		25 600		80%	20 480	5 120
	<i>Sous Total</i>	<i>134 475</i>	<i>1,80</i>	<i>134 475</i>		<i>80,0%</i>	<i>107 580</i>	<i>26 895</i>
VOLETS TRANSVERSAUX	Coordination - Animation - suivi études CTU > animation SEBL	14 150	0,20	14 150		80%	11 320	2 830
	Etude SAGE > prestations	50 000			50 000	50%	25 000	25 000
	Communication générale - Sensibilisation > animation SEBL	25 500	0,50	25 500		80%	20 400	5 100
	> prestations	20 000			20 000	80%	16 000	4 000
	Education à l'environnement	5 000	inclus dans animation communication/sensibilisation		5 000	70%	3 500	1 500
	Pollutions diffuses : volet agricole > animation SEBL	79 950	1,30	79 950		80%	63 960	15 990
	> prestation externalisée, analyses PPC, achat de semence, ...	30 000			30 000	70%	21 000	9 000
	ZH/Queau > animation et frais fct	30 500	1,00	30 500		80%	24 400	6 100
	Appel à projet biodiversité-TVB	80 000	1,10	66 324	13 500	75%	60 000	20 000
	Piégeage des espèces nuisibles	12 000	Inclus VMA		12 000	0% ou Fonds verts	0	12 000
	Suivi de la qualité des eaux	70 000	inclus dans l'animation du SAGE		70 000	50%	35 000	35 000
	<i>Sous Total</i>	<i>417 100</i>	<i>4,10</i>	<i>216 424</i>	<i>200 500</i>	<i>67,3%</i>	<i>280 580</i>	<i>136 520</i>
TOTAL		551 575	5,90	350 899	200 500	70,4%	388 160	163 415
Pour mémoire budget 2023 :		478 719	4,85	299 406	179 313	69,6%	333 283	145 436